**Avis d’appel à propositions**

**FISONG 2020**

**« Réinsertion économique, sociale et citoyenne des jeunes déscolarisés des quartiers périphériques des villes d’Afrique de l’Ouest, de Madagascar et d’Haïti »**

**Publié 21/04/2020**

1. Avis d’appel à propositions

Dans le cadre de la Facilité d’innovation sectorielle pour les ONG (FISONG), l’Agence française de Développement (AFD) se propose de subventionner des ONG pour la réalisation de projets de terrain innovants selon un cadre défini.

L’AFD reconnaît aux ONG des savoir-faire spécifiques, une capacité d’innovation, une proximité avec le terrain et les groupes cibles de son action ainsi qu’une capacité de plaidoyer qui l’intéressent. La « Facilité d’Innovation Sectorielle pour les ONG » (FISONG) se propose de les valoriser, et d’exploiter les complémentarités existantes et potentielles avec les actions et l’expertise de l’AFD autour d’actions concrètes. Le dispositif FISONG a pour vocation de financer des projets de développement innovants portés par des ONG françaises et internationales en partenariat avec des organisations du Sud.

Le présent appel à propositions vise à mettre en œuvre **des opérations innovantes visant à renforcer la réinsertion économique, sociale et citoyenne des jeunes déscolarisés des quartiers périphériques des villes d’Afrique de l’Ouest, de Madagascar et d’Haïti**. Il est doté d’une enveloppe de 2,5 millions d’euros.

La sélection est effectuée sur la base d’une note projet accompagnée d’un dossier administratif relatif à l’ONG soumettant la demande de cofinancement. Le dossier complet est remis par les ONG dans un délai de 11 semaines à compter de la publication de l’appel à propositions, soit **une remise du dossier complet au plus tard le 07 juillet 2020 à midi (heure de Paris)**.

**Les propositions complètes, note-projet et dossier administratif en version électronique, devront être réceptionnées au plus tard le 07/07/2020 à midi (heure de Paris) à l’adresse suivante :** **fisong@afd.fr**

**Les documents doivent être au format pdf et la taille maximum de l’envoi (message et document(s) attaché(s)) est limitée à 8 Mo. L’objet du mail doit être : FISONG 2020\_Education et Insertion\_[nom de l’OSC]**

**La version papier de la proposition complète peut être envoyée (non obligatoire) à l’adresse suivante :**

**Agence Française de Développement**

**Mme Caroline JOLLY**

**DOE/SOC/EDU**

**5, rue Roland Barthes**

**75598 PARIS cedex 12**

**Toute proposition arrivée après la date et l'heure indiquée ci-dessus ou incomplète sera écartée. Seule la date de la transmission de la version électronique fera foi.**

Des demandes d’informations peuvent être adressées à l’AFD au plus tard d’ici le 12/05/2020 par **mail uniquement** à l’adresse suivante : **fisong@afd.fr****.**  **Après cette date limite, l’AFD ne recevra plus de questions.** Elle publiera sur son site Internet l’ensemble des réponses aux questions adressées au plus tard le 26/05/2020.

**Composition du présent appel à propositions :**

[I. Avis d’appel à propositions 1](#_Toc30768885)

[II. Cadre général de la fisong 2](#_Toc30768886)

[III. Modalités de selection et de validation finale des propositions 6](#_Toc30768887)

[IV. Termes de REFERENCE 9](#_Toc30768888)

[V. Modèle de note projet 31](#_Toc30768889)

1. Cadre général de la fisong

L’instrument de financement « Facilité d’innovation sectorielle pour les ONG » se distingue des instruments classiques de financement ou cofinancement de projets portés par les ONG par sa volonté de promouvoir l’innovation d’une part, et le dialogue sectoriel entre l’AFD et les ONG d’autre part, ainsi que par son mode de fonctionnement. Par innovation sectorielle, on entend la recherche partagée, entre l’AFD et les ONG, de nouveaux modes d’intervention, procédés techniques, dispositifs organisationnels ou partenariats permettant de créer de nouvelles dynamiques et de jouer un rôle moteur dans un secteur précis du développement.

Instrument basé sur l’expérimentation, la recherche de créativité, la recherche – développement et la modélisation, la FISONG a pour vocation de promouvoir l’innovation dès la définition des thèmes d’intervention. Ainsi, le processus de concertation AFD-ONG sur la définition des thèmes, puis l’organisation d’une concertation spécifique sur chaque thème ont pour objectif de permettre une meilleure identification des potentiels d’innovation en amont du lancement des appels à propositions.

**Article 1. Clauses et conditions générales**

**1.1** La Facilité d’innovation sectorielle pour les ONG vise à financer des projets de développement innovants portés par des ONG françaises, internationales ou étrangères correspondant soit à l’expérimentation d’un changement d’échelle à partir d’innovations localisées préexistantes, soit au repérage, à la conception et/ou la mise au point d’innovations à petite échelle, susceptibles d’alimenter une réflexion sur des politiques sectorielles, voire de les influencer. Les projets soutenus devront s’inscrire dans l’un ou l’autre de ces deux cas de figure. Peuvent être considérées des innovations conceptuelles (la création de techniques, formes d’organisations, dispositifs d’action, etc.…) ou contextuelles (la greffe d’éléments déjà connus dans un nouveau contexte).

**1.2** Le partenariat entre ONG internationale ou française et ONG locale(s) est fortement recommandé et constitue un critère d’analyse des propositions. L’AFD retient comme définition du partenaire une organisation de la société civile qui, en partenariat avec l’ONG porteuse du projet, assume l’identification, la conception et la réalisation sur le terrain du projet cofinancé.

**1.3** Cet instrument a pour vocation le financement, sur subvention, de projets opérationnels dans les secteurs jugés prioritaires après concertation entre l’AFD et les ONG.

**1.4** Chaque ONG ne peut - seule ou en groupement - soumettre qu’une seule proposition. Si une ONG participe à plusieurs propositions en tant que chef de file ou partenaire, celles-ci seront éliminées. En cas de groupement d’ONG, les activités et rémunérations de chaque organisation devront apparaître explicitement dans les différentes composantes du projet.

**1.5** L’AFD se réserve la faculté de ne pas donner suite aux appels à propositions.

**Article 2. Mode opératoire**

**2.1** Dans le cadre de la FISONG, l’AFD se propose de contribuer au financement des dépenses nécessaires à la réalisation de projets conçus et définis par les ONG d’une durée comprise entre 3 et 5 ans.

**2.2** Le concours de l’AFD ne peut financer plus de 90% maximum du budget total TTC du projet. Sont par ailleurs inéligibles au financement FISONG :

* 1. des dépenses non directement liées au projet,
	2. les prestations effectuées dans le cadre d’une intervention en qualité d’opérateurs dans d’autres projets financés par l’AFD en cours d’instruction ou d’exécution,
	3. des dépenses pour lesquels un financement a initialement été accordé par un autre bailleur,
	4. des nouvelles tranches de financement pour un projet soutenu par une précédente FISONG.

**2.3** En cas de sélection du projet, le financement des opérations fera l’objet d’avances comme suit : 30% d’avance à la signature de la convention de financement, 60% d’avance après la remise d’un rapport d’audit financier et d’un compte-rendu d’exécution sur la première partie de l’opération, et une tranche de 10% à la remise de l’audit final et du rapport d’exécution final.

**2.4** Les ONG prendront en charge tous les frais afférents à la préparation de leurs offres. L’AFD ne sera en aucun cas responsable de ces coûts, ni tenue de les payer.

**Article 3. Présentation des propositions**

La sélection est effectuée sur la base d’une note-projet accompagnée d’un dossier administratif relatif à l’ONG soumettant la demande de financement, remis dans un délai de 11 semaines à compter de la publication de l’appel à propositions, soit **une remise du dossier complet au plus tard le 07/07/2020** **à midi (heure de Paris).**  Si sa proposition est retenue, l’ONG sera ensuite invitée à élaborer un dossier technique et financier en y intégrant d’éventuels éléments issus d’un dialogue avec le Responsable d’équipe projet désigné à l’AFD, et à soumettre les dossiers administratifs pour l’ensemble des partenaires du projet.

**Article 4. Audit, évaluation et capitalisation**

Les ONG bénéficiaires d’une subvention contractualiseront avec un cabinet d’audit pour effectuer les vérifications concernant l’utilisation des fonds du projet, dont le choix fera l’objet d’un avis de non-objection de l’AFD. Cette prestation est prévue dans le plan de financement et imputée sur les fonds du projet. Il est recommandé que les frais d’audit correspondent à 2% du budget sollicité.

L’ONG doit par ailleurs budgéter une évaluation à mi-parcours si la durée du projet dépasse 3 ans et une évaluation ex post externe. La convention de financement précisera qu’un avis de non-objection de l’AFD devra être sollicité sur les termes de référence de ces évaluations. Des actions de capitalisation seront en outre prévues pour tirer les enseignements des différents projets de chaque FISONG.

**Article 5. Monnaie de contrat et monnaies de paiement**

Les ONG établiront obligatoirement leur proposition en euros qui est la monnaie de la convention de financement. Le budget prévisionnel sera établi TTC, son montant est ferme et non révisable.

**Article 6. Connaissance des lieux et des conditions de l’appel à propositions**

Par le fait même de déposer leurs propositions, les ONG sont réputées :

- avoir pris connaissance des conditions de l’appel à propositions décrites dans les présentes et les accepter ;

- avoir une parfaite connaissance de la nature et de l’envergure des actions à réaliser, des conditions de travail locales ainsi que de toutes les sujétions que ces actions comportent.

**Article 7. Ouverture des propositions et comité de sélection**

L’ouverture puis la sélection des propositions seront effectuées à Paris, au siège de l’Agence française de Développement par une Commission composée au minimum de 3 personnes et présidée par le responsable de la FISONG thématique. Un représentant de Coordination SUD assiste à la Commission d’ouverture des plis et à la Commission de sélection en qualité d’observateur de la régularité de la procédure.

**Article 8. Eclaircissements apportés aux propositions**

Afin de faciliter l’examen, l’évaluation et la comparaison des propositions, la Commission de sélection peut demander aux ONG des éclaircissements relatifs à leur proposition.

**Article 9. Détermination de la conformité des propositions**

La Commission peut éliminer les propositions émanant d’ONG n’ayant pas justifié la capacité humaine et financière nécessaire à mettre en œuvre un projet dans le/les pays concerné(s).

 **Article 10. Evaluation et classement des propositions**

La Commission de sélection des propositions effectuera l’évaluation et la comparaison des propositions qui auront été reconnues conformes aux dispositions prévues. **La notation des propositions** sera établie sur 100 points selon le barème suivant[[1]](#footnote-1):

|  |  |
| --- | --- |
| **Capacité de l’ONG/consortium (/15)** | La rubrique doit permettre d’évaluer les capacités de l’ONG/ du consortium :* à mettre en œuvre le projet dans le(s) pays ciblé(s) ;
* à conduire un processus d’innovation ;
* à conduire un dialogue sectoriel avec AFD ;
* et/ou ses dispositions pour y parvenir.
 |
| **Méthodologie (/15)** | La rubrique doit permettre d’apprécier la méthodologie générale de mise en œuvre du projet dans le respect des perspectives annoncées dans l’appel à projet |
| **Cohérence au regard de la politique/stratégie publique (/10)** | La rubrique doit permettre d’évaluer la cohérence de la proposition avec la politique stratégique publique, et en particulier du processus d’innovation vis-à-vis du contexte institutionnel, des politiques publiques et de sa capacité à les inspirer. |
| **Pertinence du projet compte tenu du contexte local (/15)** | La rubrique doit permettre d’apprécier la pertinence de la démarche au regard :* des besoins identifiés ;
* de son intégration possible dans le contexte ;
* de sa durabilité/reproductibilité.

Un point d’attention sera porté à l’intégration des populations vulnérables et notamment à la capacité à :* adopter une démarche inclusive envers les populations vulnérables/discriminées (filles, jeunes souffrant d’un handicap physique et/ou mental, minorités ethniques ou religieuses, minorités sexuelles) ;
* favoriser l’élimination des discriminations et des violences à l’égard des populations vulnérables/discriminées.
 |
| **Valorisation et mobilisation de l’écosystème local (/10)** | La rubrique doit permettre d’apprécier :* la diversité des partenariats proposés (hors partenaires du consortium) ;
* la consolidation de ces derniers au terme du projet ;
* l’appropriation de l’innovation, en vue de sa diffusion ultérieure.

Plus largement, la rubrique doit permettre d’apprécier la qualité et la pertinence des savoirs, savoir-faire et mobilisation des compétences locales et nationales et le renforcement de capacités de ces compétences prévus dans le cadre du projet. |
| **Caractère innovant et processus d’innovation (/15)** | La rubrique doit permettre d’évaluer le caractère novateur du projet - inséré dans un état des lieux rapide – au niveau du ou des pays retenus, l’innovation portant sur :* les thématiques spécifiques ciblées ;
* les techniques et les outils utilisés en matière d’appui à la réinsertion des jeunes.

La rubrique doit permettre d’évaluer la qualité du processus d’innovation notamment au regard de :* ce qui a été fait en amont ;
* ce qui sera envisagé en aval ;
* sa faisabilité et son suivi.
 |
| **Prise en compte du genre (/5)** | La rubrique doit permettre d’évaluer la contribution du projet à la réduction des inégalités de droits entre les femmes et les hommes, à l’élimination des discriminations et des violences à l’égard des filles/femmes, ou la justification de l’absence d’impacts négatifs. |
| **Evaluation et capitalisation (/10)** | La rubrique doit permettre d’évaluer la qualité :* de l’évaluation proposée ainsi que celles des dispositifs de capitalisation ;
* de diffusion des acquis ;
* les perspectives de recherche action.
 |
| **Budget (/5)** | La rubrique doit permettre d’apprécier :* l’adéquation entre les objectifs et les moyens mobilisés ;
* les justifications avancées ;
* l’efficience de la démarche ;
* la pérennité de l’intervention.
 |
|
|
|

**Article 11. Droit reconnu à l’AFD de rejeter toute proposition**

L’AFD se réserve le droit de rejeter toute proposition, d’annuler la procédure d’appel à propositions aussi longtemps qu’elle n’a pas attribué la ou les subventions, sans encourir pour autant une responsabilité quelconque à l’égard des ONG concernées et sans devoir les informer des raisons pour lesquelles elle a annulé l’appel à propositions ou rejeté leur proposition.

**Article 12. Validation des dossiers techniques et financiers**

Après la sélection du/des projet(s) par la Commission de sélection, le Responsable d’équipe projet l’instruit dans le cadre d’un dialogue sectoriel. L’ONG reste libre d’intégrer ou non les suggestions et l’AFD libre de ne pas poursuivre l’instruction de la proposition. Les éléments suivants pourront notamment constituer, parmi d’autres, une cause de non-validation de la proposition finale de l’ONG :

* refus de participer à un dialogue sectoriel avec le Responsable d’équipe projet, visant à enrichir la proposition,
* refus de présenter les arguments expliquant la non-intégration d’amendements suggérés par le Responsable d’équipe projet FISONG,
* écart de plus de 10 % entre le budget demandé à l’AFD dans la note projet et celui développé dans le cadre du dossier technique et financier.

**Article 13. Caractère confidentiel**

**13.1**. Aucune information relative à l’examen, aux éclaircissements, à l’évaluation, à la comparaison des propositions et aux recommandations relatives à l’attribution de la ou des subvention(s) ne pourra être divulguée aux ONG ou à toute autre personne étrangère à la procédure d’examen et d’évaluation, après l’ouverture des plis et jusqu’à l’annonce de l’attribution de la ou des subvention(s) à ou aux ONG retenue(s).

**13.2.** Toute tentative effectuée par une ONG pour influencer la Commission au cours de la procédure d’examen, d’évaluation et de comparaison des propositions conduira au rejet de la proposition de cette ONG.

**Article 14. Information sur le processus de sélection et d’octroi**

**14.1.** Les ONG ayant été retenues par la Commission de sélection en seront informées par courrier, ce dernier fixant le délai de préparation du dossier technique et financier complet qui permettra de servir de support pour le dialogue avec le Responsable d’équipe projet, ainsi que les dossiers administratifs pour l’ensemble des partenaires du projet.

**14.2.** Une fois le dossier technique et financier formellement validé par l’ONG et le concours accordé par les instances de décision internes, l’AFD en informera par courrier la ou les ONG.

**Article 15. Signature de la convention de financement**

Le Responsable d’équipe projet enverra à l’ONG bénéficiaire de la subvention un courrier l’informant de l’octroi du concours, puis le projet de convention de financement pour accord avant signature.

iii.Modalités de selection et de validation finale des propositions

Le processus qui conduit à l’octroi d’un financement est effectué en deux temps :

1) sélection sur la base d’une note-projet accompagnée d’un dossier administratif relatif à l’ONG soumettant la demande de financement,

* + - Concernant le(s) principal/principaux partenaires, il conviendra deremplir de manière exhaustive la « fiche de renseignements relative au(x) partenaire(s) du projet », annexée au modèle de note projet.
		- Pour les autres structures (partenaires secondaires, interlocuteurs ponctuels, parties prenantes…), il n’est pas nécessaire de fournir un dossier administratif ou une fiche spécifique. Toutefois, il est important de bien mentionner dans la note-projet les rôles et interventions de ces structures au cours du projet et de les indiquer comme « partenaires locaux » dans la fiche « Données concernant l’ONG » figurant en annexe 1 de l’appel à propositions.

2) élaboration puis validation d’un dossier technique et financier complet, élaboré par chaque ONG dont le projet a été sélectionné.

**3.1 MODALITES DE sélection des propositions**

La sélection est effectuée sur la base d’une note projet et ses annexes, accompagnée d’un dossier administratif relatif à l’ONG soumettant la demande de cofinancement, rédigés en français.

Les propositions complètes devront être réceptionnées au plus tard le 07 juillet 2020 à midi (heure de Paris) à l’adresse suivante : **fisong@afd.fr**

**Les propositions complètes devront comprendre : la note-projet et ses annexes compilées en un seul document (pour pouvoir être envoyé aux différents membres du comité par voie informatique) ainsi que le dossier administratif complet.**

**Les documents devront être au format pdf. La taille maximum de l’envoi (message et document(s) attaché(s)) est fixée à 8 Mo afin de ne pas risquer d’être bloqué par le serveur informatique de l’AFD. L’objet du message électronique devra être intitulé FISONG 2020\_Education et insertion\_[nom de l’OSC].**

**L’AFD adressera à l’OSC un accusé de réception dans les deux jours ouvrés suivant la réception du dossier.**

**La version papier de la proposition complète peut être envoyée (non obligatoire) à l’adresse suivante :**

**Agence Française de Développement**

**Mme Caroline JOLLY**

**DOE/SOC/EDU**

**5, rue Roland Barthes**

**75598 PARIS cedex 12**

**Toute proposition arrivée après la date et l'heure indiquée ci-dessus ou incomplète (voir check list ci-dessous) sera écartée. Seule la date de la transmission de la version électronique fera foi.**

**Liste détaillée des documents à fournir impérativement pour que la proposition soit éligible:**

|  |  |
| --- | --- |
| Eléments à fournir | Vérification |
| **NOTE PROJET** |
| Document unique de note-projet rédigée scrupuleusement selon le modèle présenté infraen version électronique (format pdf) |  |
| Page de garde de la note-projet signée par une personne habilitée à demander des financements pour l’ONG  |  |
| Budget intégré à la note-projet et signé par une personne habilitée à demander des financements pour l’ONG |  |
| Fiche de renseignements relatifs au demandeur complétée et insérée à la note-projet |  |
| Fiche(s) de renseignements relatifs au(x) partenaires du projet complétée(s) et insérée(s) à la note-projet |  |
| **DOSSIER ADMINISTRATIF** |
| Dossier administratif de l’ONG soumettant la demande de financement en version électronique  |  |
| 1. Copie des statuts certifiés conformes à l’original
 |  |
| 1. Copie de la déclaration d’enregistrement en préfecture et copie de la publication au Journal Officiel [ou équivalent selon la législation en vigueur dans le pays d’implantation de l’ONG]
 |  |
| 1. Liste datée des membres du CA, du bureau et des principaux dirigeants et leurs coordonnées, sur laquelle figure la date des dernières élections
 |  |
| 1. Organigramme daté et signé par le dirigeant ;
 |  |
| 1. Dernier compte-rendu d’Assemblée Générale ou au minimum l’ordre du jour de la dernière assemblée générale et les principales résolutions, ainsi que toute pièce démontrant les activités engagées et réalisées et la vie associative avérée
 |  |
| 1. Bilans etComptes d’exploitation des trois derniers exercices (avec les annexes et notes explicatives), validés par l’AG, faisant ressortir l’origine (publique ou privée) des ressources financières. Ces informations devront être ensuite actualisées chaque année. Lors d’une demande l’année suivante, envoyer les documents comptables de l’année précédente :
2. intégralité des documents comptables (pour les ONG ayant moins de 153 000 € de financements publics). A minima sont attendus les bilans et comptes de résultats des 3 derniers exercices.
3. intégralité des documents comptables certifiés ou audités (pour les ONG ayant plus de 153 000 € de financements publics
 |  |
| 1. Budget prévisionnel pour l’exercice en cours et faisant apparaitre la liste des financements publics approuvés par l’organe chargé d’arrêter et d’approuver les comptes de l’ONG (en indiquant si possibles s’ils sont acquis, sollicités ou à solliciter)
 |  |
| 1. Liste des financeurs privés contribuant à plus de 15% du dernier budget annuel validé de l’ONG et la composition de leur Conseil d’administration.
 |  |
| 1. En cas de soumission en consortium, projet d’accord de consortium à signer entre les partenaires.
 |  |

**3.2 ELABORATION ET VALIDATION FINALE DES PROPOSITIONS**

Dès réception de la notification de sélection de son projet, l’ONG pourra engager le processus de construction de sa proposition finale, selon le modèle de dossier technique et financier fourni par l’AFD. L’ONG est invitée à l’élaborer en y intégrant d’éventuels éléments issus d’un dialogue avec le Responsable d’équipe projet désigné à l’AFD, et à soumettre les dossiers administratifs pour l’ensemble des partenaires du projet.

Les dossiers techniques et financiers seront fournis au plus tard deux mois après la notification de la décision de sélection par la Commission de sélection, en 2 exemplaires datés et signés, soit un original et une copie, marquée comme tels.

L’un des objectifs du dispositif FISONG étant de favoriser un dialogue sectoriel entre les ONG et l’AFD, il est souhaité qu’un tel dialogue ait lieu lors de l’élaboration de chaque proposition finale, de façon à enrichir le projet en vue de sa validation. Pour cela, chaque ONG (ou chef de file d’un groupement d’ONG) prendra contact avec le(s) responsable(s) de la FISONG afin de connaître l’identité du Responsable d’équipe projet désigné à l’AFD comme étant son interlocuteur (ce peut être le responsable thématique de la FISONG ou un autre responsable sectoriel). Elle contactera ensuite ce Responsable d’équipe projet pour envisager une ou plusieurs rencontres pour échanger sur la base du dossier technique et financier.

A l’issue de ce processus, le Responsable d’équipe projet donnera son accord en vue de la validation du dossier technique et financier, s’il considère que la proposition finale reflète le contenu de la note-projet et intègre certains éléments issus du dialogue qu’il aura conduit avec l’ONG. En cas de désaccord entre le Responsable d’équipe projet et l’ONG quant à certaines orientations du projet, l’ONG reste libre de ses choix, à conditions qu’ils soient conformes à la note-projet et que l’ONG ait exposé ses arguments justifiant son refus d’adopter des modifications demandées par le Responsable d’équipe projet.

Une fois les dossiers technique et financier validés par le Responsable d’équipe projet et l’ONG (ONG tête de file en cas de consortium), ils seront soumis aux instances de décision d’octroi.

1. Termes de REFERENCE

**FISONG 2020**

**« Réinsertion économique, sociale et citoyenne des jeunes déscolarisés des quartiers périphériques des villes d’Afrique de l’Ouest, de Madagascar et d’Haïti »**

# RAPPEL SUR L’INSTRUMENT FISONG

Créée en 2007, la FISONG permet le développement de partenariats entre des ONG françaises ou internationales et l’AFD, autour du cofinancement de projets innovants sur les différents secteurs qui touchent au développement. **Le critère d’innovation constitue la spécificité du financement FISONG** et à ce titre la FISONG se distingue des autres lignes de financements proposés par l’AFD aux ONG pour le cofinancement de leurs initiatives ou la prestation de services. Ainsi, ce mode de financement restreint le panel des projets susceptibles d’être financés à ceux qui proposent l’exploration de nouvelles manières de faire.

Par « innovation », l’AFD entend la recherche de nouveaux modes d’intervention apportant une réelle plus-value dans les procédés techniques, méthodologiques, organisationnels et/ou de partenariats mis en œuvre, susceptibles de créer de nouvelles dynamiques et de jouer un rôle moteur dans un secteur précis du développement.

Ces processus novateurs peuvent correspondre **soit à l’expérimentation d’un changement d’échelle, à partir d’innovations localisées préexistantes, soit au repérage, à la conception et/ou la mise au point d’innovations à petite échelle, susceptibles d’alimenter une réflexion sur des politiques sectorielles, voire de les influencer**. Peuvent être considérées comme :

* **Innovations conceptuelles :** la création de techniques, de formes d’organisations, de dispositifs d’action, etc.
* **Innovations contextuelles :** la greffe d’éléments déjà connus dans un nouveau contexte. Dans ce cas, le contexte de mise en œuvre devra être à la fois radicalement nouveau et présent dans d’autres situations, pour que l’opération novatrice soit porteuse d’enseignements utiles pour d’autres terrains.

La FISONG a pour objet de :

* valoriser et encourager les capacités d’innovation et de capitalisation des ONG ;
* créer des synergies entre l’AFD et les ONG pour améliorer la coordination des politiques publiques avec les initiatives de la coopération non gouvernementale ;
* renforcer le partenariat avec les ONG comme vecteurs d’aide adaptés à des situations d’absence ou de défaillance des maîtrises d’ouvrages publiques.

Depuis 2008, 32 appels à propositions ont été lancés, 85 projets retenus pour un financement total d’environ 55,8 millions d’euros (650 000 euros en moyenne par projet).

Pour en savoir plus sur l’outil FISONG : <https://www.afd.fr/fr/les-financements-des-projets-des-ong>

# CADRAGE GÉNÉRAL DE L’APPEL À PROPOSITIONS FISONG 2020 : « REINSERTION ECONOMIQUE, SOCIALE ET CITOYENNE DES JEUNES DESCOLARISES DES QUARTIERS PERIPHERIQUES DES VILLES D’AFRIQUE DE L’OUEST, DE MADAGASCAR ET D’HAÏTI »

## Les enjeux de l’insertion des jeunes dans la zone d’intervention

La population africaine estimée à 1 milliard d’habitants doublera très probablement à l’horizon 2040. Dans le même temps, la tranche d’âge compris entre 15 et 25 ans, qui représente près de 20 % de la population, augmentera de plus de 50 % à horizon 2030 pour s’établir à près de 230 millions de personnes.

Au niveau international, sur 75 millions de jeunes de la tranche des 18/34 ans au chômage, 38 millions sont en Afrique. Si d’ici 2030, en Afrique subsaharienne, la population scolarisée aura majoritairement achevé le secondaire en 2030, les conditions de scolarisation et d’apprentissage ne garantissent pas aux plus vulnérables un service de qualité, tous les pays sont confrontés aux enjeux d’insertion de la jeunesse.

Cette situation justifie l’intérêt du soutien de l’AFD pour des projets portés par les ONG en faveur de l’insertion des jeunes déscolarisés en Afrique de l’Ouest, ainsi qu’à Madagascar et à Haïti.

En effet, l’enjeu de la réforme du système éducatif au regard de la croissance démographique accompagne celui de la mise en place de dispositifs ciblés sur les jeunes déscolarisés permettant leur insertion économique, sociale et citoyenne.

Alors que la population urbaine a doublé en vingt ans (472 millions d’habitants en zone urbaine en Afrique selon les Nations-Unies) et que les experts estiment qu’elle devrait encore doubler pour atteindre le milliard en 2040, cette approche vise les quartiers périphériques pour apporter des dispositifs adaptés aux jeunes vivant en milieu urbain défavorisé, qui sont plus particulièrement touchés par le chômage et la pauvreté.

Au niveau international, selon l’ONU, 1,8 milliard de personnes sont âgées de 10 à 24 ans, soit la plus importante génération de jeunes de l’histoire. Près de 90 % d’entre eux vivent dans les pays en développement, où ils représentent une grande partie de la population.

Reliés les uns aux autres comme jamais auparavant, les jeunes souhaitent contribuer et contribuent déjà à la résilience de leurs communautés, en proposant des solutions novatrices, en stimulant le progrès social et en inspirant le changement politique. Ils sont aussi des agents de changement qui se mobilisent pour réaliser les objectifs de développement durable (ODD) afin d’améliorer la vie des gens et la santé de la planète, capables notamment de mobiliser à cette fin des réseaux nouveaux et les NTIC.

Plusieurs ODD concernent particulièrement les jeunes :

Le rôle des jeunes dans la réalisation des objectifs de développement durable est attendu par l’ONU à travers :

* l’esprit critique ;
* la volonté / capacité d’être acteurs du changement ;
* la capacité d’innovation ;
* le rôle de communicant / « communicateur » ;
* le rôle de chef de file, notamment vis-à-vis de leur communauté, groupe ou pays.

La volonté de l’AFD est de favoriser les projets qui peuvent améliorer l’insertion sociale, économique et citoyenne des jeunes déscolarisés, et notamment les plus fragiles, des quartiers périphériques de trois grandes zones d’intervention de l’appui français : en Afrique de l’Ouest, à Madagascar et à Haïti.

## L’intervention de l’AFD en appui aux régions ciblées par la FISONG

Des efforts sont fournis dans de nombreux pays pour répondre à la demande des jeunes à s’émanciper et s’insérer dans la vie économique, sociale et citoyenne. Ces avancements s’expriment notamment au travers des orientations et discours politiques mais également dans la mise en œuvre de projets par les ONGs et/ou autres acteurs nationaux.

Les tableaux suivants décrivent certains projets financés par l’AFD en matière d’éducation, de formation et d’emploi au sein des trois zones de l’appel à projet. Cette liste n’est pas exhaustive mais illustre les différents types de financements déjà mis en œuvre dans le secteur ou dans des zones voisines s’ils sont significatifs pour la thématique FISONG.

Pour plus d’information, les OSC peuvent consulter la page thématique dédiée : <https://www.afd.fr/fr/page-thematique-axe/education-et-formation>

**Afrique de l’Ouest**

Projets en faveur du secteur de la formation et de l’emploi des jeunes soutenus par l’AFD (liste non exhaustive)

| **Projet** | **Pays** | **Organisation** | **Année** | **Descriptif** | **Commentaires** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **DEFI 1 et 2****Volets Emploi** | Côte d’ivoire | AFD et Etat ivoirien (Agence Emploi jeunes et OSC) | 2013 - 2023 | 48,8 millions d’euros sur deux phases Renforcement de l’employabilité des jeunes (stages, THIMO, service civique, chantiers-écoles)Développement de l’entreprenariat des demandeurs d’emploiAppui institutionnel à la politique nationale de l’emploi | 58 000 bénéficiaires directs A noter que la recherche d’une parité de genre est un des objectifs recherchés, de même que l’intégration de 5% de bénéficiaires souffrant d’un handicap sur chaque outil est recherché, en lien avec les OSC locales spécialisées.Un volet soft skills est intégré à chaque processus d‘accompagnement Approche territoriale et écosystémique favorisée |
| **Maison de la Petite Entreprise** | Tchad | AFD et Association de droit tchadien Bet Al Nadjah | 2015- puis 2019 | Développer des activités de conseils et de services non financiers après de créateurs de petites entreprises11,5 millions d’euros sur deux phases de 4 ans |  5000 personnes sensibilisées Gouvernance publique (agences Etat emploi, jeunesse et investissements) et privée (IMF, OSC et Organisations professionnelles) |
| **Bab Al Amal****Projet d’appui à l’insertion des jeunes vulnérables au Tchad** | Tchad | AFDUnion européenneEssorFONAP (Fonds national d’appui à la formation professionnelle) | Depuis 2017 pour 4 ans | Le projet vise à l’insertion économique des jeunes vulnérables dans 5 villes du pays (N’Djamena, Bongor, Moundou, Abéché et Sarh) Renforcement et déploiement de Bureaux Formation Emploi Développement de la formation par apprentissage formelle en alternance en lien avec les besoins des entreprises via le FONAP10 millions d’euros | Approche territoriale capitale et 4 principales villes secondaires 15 bureaux orientation/formation mis en place dans 5 villes2 700 jeunes formés dont 400 dans l’agriculture périurbaine300 jeunes accompagnés dans la création /consolidation d’une activité génératrice de revenus2000 jeunes accompagnés sur leur employabilité (recherche d’emplois, soft skills)Mise en place d’un guichet unique d’appui à l’insertion professionnelle incluant les acteurs publics et privés, dont OSC locales et internationales |
| **Projet Cap Insertion** | Mauritanie | AFDGretConseil régional d’Ile de France | 2009 -2013 | Services d’accompagnement aux jeunes (15 à 35 ans) dans trois antennes de proximité des quartiers périphériques de Nouakchott. Les actions menées portaient sur l’information et l’orientation des jeunes vers les métiers porteurs, la définition d’un parcours d’insertion, la préparation à des concours, l’appui à la recherche d’emplois et de stages, la formation aux techniques de recherche d’emploi et la réalisation de courtes formations. | 5 000 jeunes accueillis en 4 ans |
| **Volet « Parcours citoyen » du projet Jeun’Action** | Tchad | AFDEssorUniversité Populaire (ONG tchadienne) | 2012 -2015 | Le projet offre des activités d’insertion socio-éducatives au sein de structures communautaires à 1 200 jeunes de 14 à 18 ans des quartiers précaires de Ndjamena.Les activités portent sur le vivre ensemble, la santé, la famille, la vie du quartier, le développement d’un projet professionnel. |  |
| **Projets ACEFOR 1 et 2**  | Mali  | AFD Ministère de la Formation Professionnelle et de l’Emploi | 2012-2024  | * renforcer les capacités nationales et régionales de pilotage de la FP ;
* améliorer qualitativement et quantitativement les capacités formatives et accompagner les parcours d’insertion professionnelle de 7 500 jeunes ;

- renforcer les capacités d’accueil par la construction de 2 centres de formation  |  |

**Madagascar**

Projets en faveur du secteur de la formation et de l’emploi des jeunes soutenus par l’AFD (liste non exhaustive)

| **Projet** | **Organisation** | **Date** | **Descriptif** | **Commentaires** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Améliorer la qualité de l’éducation à Madagascar** | AFDMinistère en charge de l’éducation | Depuis 2014 | Former davantage les enseignants et membres de l’encadrement pédagogiqueAméliorer la qualité de l’enseignement des sciencesRenforcer les capacités de planification et de pilotage des ressources humaines dans l’enseignement |  |
| **Fonds Malgache de Financement de la Formation Professionnelle (FMFP)** | AFDMinistère en charge de la formation professionnelleFMFP | Depuis 2017 | Soutenir la création, la structuration et la pérennisation du fonds pour la formation professionnelle lancé par le Groupement des Entreprises de MadagascarDévelopper les compétences des salariés du secteur formelFormer les jeunes et les groupes vulnérables |  |
| **Jeunesse, emploi et entreprenariat** | AFDUnion européenneIECD | Depuis 2018 | Consolider les écosystèmes de formation professionnelle et d’accompagnement des jeunes entrepreneurs |  |
| **Moderniser la formation professionnelle dans le tourisme et l’informatique** | AFDCCIAESTIONTMINTH | 2015 -2021 | Création de deux établissements dans l’hôtellerie et l’informatique en appuyant sur l’alternance |  |
| **Promotion de l’éducation pour les enfants vulnérables à Antananarivo** | AFDUnion européenne | Depuis 2017 | Promotion de l’inclusion sociale et scolaire des enfants exclus du système d’enseignement formel à Antananarivo, et agit pour favoriser leur développement global, renforcer les capacités des structures d’accueil |  |
| **Santé mentale positive et éducation inclusive / insertion professionnelle** | AFDUnion européenneHumanité et inclusion | Depuis 2018 | Favoriser la qualité de vie et l’inclusion des personnes en détresse psychosociale ou souffrant de troubles de santé mentale et d’assurer aux enfants handicapés un accès continu à l’apprentissage | Périmètre d’action : Madagascar, Togo, Bénin, Burkina Faso, Maroc, Burundi, Sierra Leone, Liban, Sénégal |

**Haïti**

Projets en faveur du secteur de la formation et de l’emploi des jeunes soutenus par l’AFD (liste non exhaustive)

| **Projet** | **Organisation** | **Date** | **Descriptif** | **Commentaires** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Améliorer les compétences pour l’emploi des jeunes en Haïti** | AFD | Depuis 2015 | Accompagner l’Institut national de formation professionnel (INFP) dans la modernisation de son offre e formation afin de répondre aux besoins en compétences des opérateurs économiques et de l’économie haïtienne et de permettre l’insertion socioprofessionnelle des jeunes haïtiens. Le projet se concentre sur le centre pilote de l’INFP créé en 1973, situé à côté du parc industriel de Port-au-Prince |  |
| **COMOSEH** | AFDGroupement des éducateurs sans frontières (GREF) | Depuis 2018 | Renforcer les conditions matérielles des écoles en matière d’hygiène, de santé et d’environnement  |  |
| **Education et protection sociale en Haïti** | AFD | Depuis 2017 | Education, renforcement des capacités de personnes très pauvres et santé dans les quartiers de Haut Martissant à Port- au-Prince |  |
| **Partenariat pour l’apprentissage : pour un système éducatif performant** | AFDCare | Depuis 2018 | Lutter contre le décrochage scolaire via le renforcement des compétences des professionnels de l’éducation et l’implication des parents dans les écoles |  |
| **Projet de réhabilitation des écoles affectées par l’ouragan Matthew** | AFD | Depuis 2016 | Réhabiliter et équiper les écoles et cantines existantes : les électrifier, les végétaliser et les mettre aux normes anticycloniques. Distribution de kits scolaires et accompagnement financier pour garantir le retour des enfants à l’école.Formation aux pratiques de résilience et de gestion des risques |  |

## Le rôle des ONG dans l’insertion des jeunes

Les ONG et la société civile locale (groupes de citoyens et citoyennes, organisations d’usager-e-s aux échelles les plus locales, associations de consommateurs et consommatrices, organisations de plaidoyer nationales, ONG locales et internationales, collectifs d’organisations voire collectifs de collectifs, etc.) ont de nombreuses expériences d’actions de terrain ainsi que de dialogue avec les autorités publiques sur les sujets de l’insertion des jeunes. Elles ont régulièrement un rôle d’intermédiation sociale en élaborant des diagnostics sociaux et territoriaux, en organisant des cadres de concertation avec les populations, en appuyant la gestion communautaire, en menant des actions de plaidoyer, en assurant un rôle de représentation.

Par les mécanismes de dialogue développés avec les populations, les ONG sont en capacité de faciliter l’appui à ou l’émergence de projets d’insertion économique, sociale et citoyenne des jeunes déscolarisés des quartiers périphériques de différentes villes d’Afrique de l’Ouest, de Madagascar et d’Haïti.

L’AFD souhaite mobiliser la capacité d’innovation des ONG sur des terrains nouveaux en relation avec cet objectif.

Ci-après exemples de projets/programmes pour les zones de l’appel à projet, associant les ONG (liste non exhaustive)

Projets en faveur du secteur de l’éducation et de la formation des jeunes soutenus par des bailleurs de fonds internationaux et les Etats (liste non exhaustive)

| **Projet** | **Pays** | **Organisation** | **Année** | **Descriptif** | **Commentaires** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Politique d’encadrement et modernisation des daaras du ministère de l’éducation** | Sénégal | BIDUSAID | Réforme en cours depuis 2009 | Encadrer et contrôler les écoles coraniques informelles pour y contrôler les enseignements dispensés et prévenir les risques de radicalisation | Des difficultés de contrôle, beaucoup d’établissements n’étant pas déclarés auprès de l’administration publiqueRésistance des maitres coraniques aux réformes qui visent à bannir les pratiques de mendicitéL’inspection des daaras manque de moyens financiers et humains |
| **Programme de scolarisation accélérée SSA** | Mali | USAIDUNICEF | Depuis 2005 | Accroitre le taux de scolarisation en ciblant les jeunes non scolarisés ou déscolarisés afin de les réintégrer dans le système scolaire après une année de rattrapage | 108 000 enfants déjà ciblés dans les régions en situation post crise et dans les espaces urbains marginalisés |
| **Projet de promotion d’un environnement lettré et alphabétisation fonctionnelle chez les jeunes élèves des écoles coraniques** | Niger | Union européenneDANIDAEirene | 2006-2016 | Favoriser l’alphabétisation des enfants des écoles coraniques informelles afin de créer des passerelles vers le système éducatif formel | Plus de 30 000 enfants déjà ciblés dans 3 régions |
| **Sunu Gox, citoyenneté, solidarité, environnement** | Sénégal | Union européenneGret | Débuté le 1er décembre 2016 pour 30 mois | Appui au mouvement social sénégalais « Y’en a marre ». Vise à promouvoir la solidarité urbaine et la citoyenneté en renforçant les mouvements citoyens et organisations dans leurs capacités à agir pour l’environnement et l’amélioration des services de base dans les banlieues de Dakar  | Première intervention en milieu urbain pour le Gret au Sénégal. * Cartographie de la banlieue pour en améliorer la connaissance
* 10 projets d’aménagements urbains (reboisement, rénovation de sanitaires, construction d’espaces publics
* 9 projets de sensibilisation avec des actions de terrain (ateliers de formation sur la citoyenneté, la solidarité et l’environnement)
 |
| **Education pour tous**  | Haïti | Banque mondialeBanque Interaméricaine de Développement | Depuis 2007 | Dispense les élèves d’écoles non-publiques accréditées des zones défavorisées du paiement des frais de scolarité | 482 000 jeunes en ont bénéficié en 2018 |
| **Programme de scolarisation universelle gratuite obligatoire (PSUGO)** | Haïti | Etat haïtien  | Depuis 2012 | Financement des études primaires via l’élimination des frais de scolarité pour les élèves des écoles publiques, et l’octroi de subventions pour les écoles non publiques | 329 écoles publiques créées par le programme, 5000 nouveaux enseignants formés et recrutés |

# ORIENTATIONS DE L’APPEL À PROPOSITIONS

Cet appel à proposition a bénéficié des apports d’un grand nombre d’OSC lors d’une consultation publique organisée par l’AFD en avril 2020.

## Finalité

La finalité de la FISONG « Réinsertion économique, sociale et citoyenne des jeunes déscolarisés des quartiers périphériques des villes d’Afrique de l’Ouest, de Madagascar et d’Haïti » est d’appuyer la mise en œuvre de pratiques innovantes visant à améliorer la situation des jeunes déscolarisés, en particulier des plus fragiles, issus des quartiers périphériques des zones d’intervention.

A travers cette FISONG, l’AFD recherche les articulations possibles entre les interventions en cours et les actions des ONG, en amont, pendant ou en aval de ses projets. A terme, il s’agira donc de tirer les leçons des approches proposées par les ONG pour des actions ultérieures, tant de l’AFD que des pays cibles ou autres pays.

La FISONG doit ainsi permettre de financer des projets innovants qui :

* identifient les solutions susceptibles d’être intégrées dans les politiques publiques, y compris le développement d’outils pour l’insertion des jeunes déscolarisés des quartiers périphériques qui puissent être adaptés et déployés largement ;
* réfléchissent à la pérennité des interventions en inscrivant les projets dans les politiques sectorielles dès la phase d’instruction du projet.

Plus spécifiquement, il s’agira de financer des projets innovants qui répondront aux enjeux suivants :

* Accompagner la croissance économique de chacune de ces régions par la lutte contre leurs vulnérabilités dont le décrochage scolaire pour les jeunes issus des quartiers périphériques.
* Miser sur la croissance de l’urbanisation comme facteur d’inclusion pour les jeunes déscolarisés à travers les opportunités d’emploi générés notamment l’amélioration des services de base (distribution et gestion de l’eau /déchets / accès à l’énergie / aux réseaux / transports / développement des services sociaux / proximité du monde économique / multiplicité des offres d’emploi, de services) (ex : nouvelle ville de Diamniadio et nouveau pôle urbain de Dakar intégrant Thiès et Mbour au Sénégal).
* Relever le défi de la lutte contre la déscolarisation en Afrique de l’Ouest, à Madagascar et Haïti pour permettre l’acquisition de compétences de base, y compris sociales et citoyennes pour tous.
* Intensifier la collaboration des secteurs privés et publics pour développer le système d’enseignement depuis l’éducation de base jusqu’à la professionnalisation puis l’insertion.
* Favoriser les dynamiques intergénérationnelles, propres à modifier les grands équilibres de pouvoirs, les imaginaires liés à l’âge et à rééquilibrer l’accès des jeunes déscolarisés aux sphères de représentation et de décisions les concernant.
* Miser sur la transformation numérique et la mobilisation en réseaux pour accompagner la transformation de la situation des jeunes déscolarisés des quartiers périphériques.
* Accentuer l’effort sur les publics les plus fragiles, en particulier les femmes déscolarisées ainsi que les autres populations subissant une discrimination spécifique (handicap, orientation sexuelle …) des quartiers périphériques par des projets adaptés à leur situation.
* Favoriser l’engagement bénévole ou autres initiatives entrepreneuriales et/ou citoyennes en réponse à des enjeux sociaux / sanitaires qui participeraient à l’insertion citoyenne voire économique des jeunes ;
* Afrique de l’Ouest : renforcement des synergies entre pays voisins pour favoriser l’insertion économique, sociale et citoyenne des jeunes déscolarisés des quartiers périphériques.

## Lignes directrices générales

### Périmètre thématique

La FISONG est une occasion pour l’AFD et les ONG de réfléchir à la conception de modèles efficients et soutenables d’intervention dans les pays ciblés permettant ainsi d’améliorer l’insertion économique, sociale et citoyenne des jeunes déscolarisés des quartiers périphériques des villes des régions de l’appel à projet.

L’initiative proposée devra s’articuler avec les autres initiatives et/ou stratégies adressées aux mêmes populations (Ministère ; Collectivités territoriales ; ONG locales ; PTF). Elle prendra également en considération la place et le rôle d’autres démarches sous-sectorielles sur la question de l’insertion économique, sociale et citoyenne des jeunes déscolarisés des quartiers périphériques, y incluant la formation professionnelle et l’appui à l’auto-entreprenariat.

Le projet proposé doit, sur la période, conduire à des résultats concrets pour les populations : un projet de diagnostic seul ne serait pas qualifié.

### Périmètre géographique

Les projets proposés concerneront les zones et pays suivants : Afrique de l’Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d’Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Sierra Leone, Togo), Madagascar et Haïti.

Les approches sur deux pays (maximum), positionnées sur les zones frontalières dans une logique de partage d'expérience et de cohérence des bassins de population, sont acceptées. Les interventions dans des zones où les conditions sécuritaires sont volatiles sont possibles, mais les propositions devront démontrer la prise en compte d’approches adaptées en zone de crise et conflit par l'ONG (ex : approches « Ne pas nuire »), la maîtrise des questions de sécurité et les mesures de mitigation sur les impacts attendus du projet.

### Durée des projets

La durée d’un projet FISONG est comprise entre trois et cinq ans, d’autres durées peuvent être proposées sans toutefois pouvoir excéder cinq ans.

### Bénéficiaires

Au sein des deux grandes catégories précédemment évoquées, les bénéficiaires à cibler prioritairement seront les populations :

* **Jeunes**, en particulier les jeunes déscolarisés ; les publics concernés seront en priorité des jeunes de 15 à 30 ans ; d’autres propositions pourront être acceptées lorsqu’elles s’appuient sur des définitions mentionnées dans les textes réglementaires nationaux, tel qu’il ressort de la consultation menée auprès des OSC.
* **Issues de territoires urbains défavorisés ou zones périphériques** (capitales ou villes secondaires) ; par zone périphérique il est entendu une acception large, non limitée aux seuls aspects spatiaux. Les propositions de projet couvriront exclusivement des territoires urbains dans lesquels le fonctionnement des services publics est particulièrement réduit et où les populations subissent des discriminations ou une représentation sociale négative, tels que les bidonvilles, les quartiers informels et les quartiers sensibles (violences urbaines).
* Les publics peu sensibles ou ciblés au regard des dispositifs actuellement en cours.
* Les publics fragiles et en particulier les femmes déscolarisées des quartiers périphériques ainsi que les autres populations subissant une discrimination spécifique (handicap, orientation sexuelle …).

### Approche genre

Les inégalités de genre existent dans toutes les sociétés humaines. Ne pas prendre en compte ces inégalités revient, de fait, à les faire perdurer ou à les renforcer. Or, l’AFD s’est engagée dans une démarche visant la réduction des inégalités de genre (publication en 2013 du premier « CIT genre »). Le CIT OSC de 2018, qui définit les grandes lignes de la stratégie de l’AFD vis-à-vis des organisations de la société civile, rappelle également que lesdites OSC doivent viser à non seulement « garantir que les femmes accèdent aux services mis en place, mais [aussi qu’elles soient inclues] comme actrices des projets et de la vie locale, au même titre que les hommes ». Il précise également que les OSC devront « questionner davantage l’atteinte effective des objectifs genre des projets et d’évaluer les réussites et les manquements afin d’améliorer collectivement les pratiques en la matière »[[2]](#footnote-2).

Pour répondre aux enjeux relatifs au genre, les ONG adopteront une démarche spécifique visant à réduire les inégalités :

les propositions devront détailler la façon dont la problématique des inégalités F/H se pose dans le cadre de leur intervention ;

la façon dont cette problématique sera traitée et quelles activités seront mises en œuvre pour réduire ces inégalités ;

les indicateurs cibles relatifs à l’atteinte des objectifs associés à ces interventions ;

les ONG citeront les sources d’information utilisées pour préparer leur proposition.

Plus précisément, cette analyse devra servir à pré-identifier différents groupes stratégiques et /ou d’intérêts. Les éléments suivants devront être pré-identifiés :

différents groupes socio-économiques ou groupes d’intérêts à prendre en compte par rapport à l’objet du projet ;

nature des inégalités que le projet souhaite traiter ;

contraintes pesant sur les femmes, ainsi que des autres groupes socio-économiques stratégiques.

Ce point sera évalué et perçu comme une réelle valeur ajoutée dans la sélection des projets soutenus.

Les ONG sont encouragées à consulter et utiliser les Boites à outil genre développées pour l’AFD en 2015 et accessibles aux adresses : <https://www.afd.fr/fr/ressources/boite-outils-education-formation-professionnelle-et-emploi> et <https://www.afd.fr/fr/ressources/boite-outils-appui-au-secteur-prive-entrepreneuriat-et-inclusion-financiere>.

Une note d’analyse des enjeux de Genre dans la zone ciblée par la FISONG sera réalisée par le F3E et publiée fin mai.

Par ailleurs, en collaboration avec l’AFD, le F3E a mis en place un dispositif d’accompagnement des ONG pour renforcer la prise en compte du genre dans leur projet.

Ce dispositif sera activé pour la présente FISONG avec :

* Une formation-sensibilisation collective des ONG qui auront été retenues à l’intégration d’une perspective de genre dans leurs projets. Ce temps collectif pourra être élargi à des ONG travaillant sur les mêmes domaines et lieux d’intervention que les ONG sélectionnées ;
* Un échange individuel avec chaque ONG retenue, afin d’élaborer un plan d’action concret ;
* Si le calendrier le permet, un accompagnement au démarrage des activités pour les ONG qui auront été retenues.

### Modes d’intervention transversaux

Les ONG devront respecter les principes d’action suivants :

* Concertation en amont et au cours de la mise en œuvre du projet, pour veiller à l’appropriation par les populations d’une part et les acteurs, locaux et nationaux, d’autre part. Les jeunes devront être considérés comme des acteurs à part entière du projet ;
* Privilégier autant que possible une logique de renforcement qualitatif de l'existant plutôt que de la création de nouveaux dispositifs ;
* Contribution aux politiques publiques en cours ou en préparation ;
* Renforcement des acteurs institutionnels et accompagnement des autorités locales.

Les ONG devront mettre en œuvre des méthodes d’interventions innovantes de diagnostic en concertation avec les acteurs. L’utilisation des nouvelles technologies et des outils numériques adaptées au contexte local (infrastructures, niveau d’équipement des acteurs locaux, capacité des populations) est un des enjeux de cette FISONG.

Les projets doivent être conçus sur la base de diagnostics initiaux (issus de la connaissance antérieure du contexte et à compléter en début de projet) et participatifs incluant a minima une analyse des rapports de genre et d’âge ainsi qu’une analyse des facteurs de vulnérabilité liés à la déscolarisation et à la localisation des publics cibles (quartiers périphériques).

Une approche partenariale est fortement recommandée, en particulier avec des ONG locales, le secteur privé, les autorités (nationales ou locales), ou encore avec des centres de recherche.

Au regard de la complexité de la thématique et de l'éventail de compétence requis, les consortiums sont autorisés et encouragés.

## Lignes directrices détaillées

La FISONG est une occasion pour l’AFD et les ONG de réfléchir à de nouveaux modes d’intervention pour améliorer la réinsertion des jeunes déscolarisés des quartiers périphériques des villes d’Afrique de l’Ouest, de Madagascar et d’Haïti.

### Cadre d’intervention

Les porteurs et porteuses de projets sont donc invités à clairement préciser, notamment :

* les objectifs, en termes de citoyenneté, ciblés par le projet ;
* les types de participation envisagés ;
* la ou les échelle(s) d’intervention du projet ;
* les différentes parties prenantes du projet, en veillant à inclure les femmes et populations exclues et/ou discriminées.

#### Contextes régionaux de l’appel à projet

L’appel à projet concerne 3 zones d’intervention de l’AFD :

* **Afrique de l’Ouest** (hors Nigéria)
* **Madagascar**
* **Haïti**



 Carte des pays retenus dans l'appel à projet

**L’Afrique de l’Ouest** est une zone marquée par un contexte de montée des violences, qui se traduit par différentes menaces comme le terrorisme, la piraterie maritime, les conflits entre pasteurs et agriculteurs et la criminalité transnationale organisée, notamment la traite des êtres humains, le trafic d’armes et de drogues et l’exploitation illégale de ressources naturelles. De surcroit, la région est confrontée à une croissance démographique très forte dont la maîtrise relève d’un enjeu de taille pour les décennies à venir. Cette situation qui demeure cependant très contrastée selon les pays, constitue, selon les orientations et les résultats de politiques publiques, un potentiel de développement inédit. Selon la Direction Générale du Trésor, en 2019, les économies nationales d’Afrique de l’Ouest ont enregistré des croissances parmi les plus dynamiques du continent. Le dynamisme économique de la région doit cependant, après la libéralisation des échanges engagée par les politiques d’ajustement structurel des années 1980 et la multiplication des accords de partenariat économiques, s’orienter vers des mécanismes de développement et de croissance plus durables et inclusifs.

**L’Ile de Madagascar** est quant à elle particulièrement impactée par les problèmes de gouvernance, la dégradation de l’environnement des affaires, la difficulté à mobiliser des financements étrangers ainsi que par un déficit en approvisionnements énergétiques qui grève ses opportunités de développement. Ces contraintes pèsent sur les conditions de vie des habitants, dont 53 % sont affectés par la pauvreté extrême (BAD, OCDE, PNUD, 2015). Le pays est également le quatrième au monde où le taux de malnutrition chronique est le plus élevé, avec près de 50 % des enfants de moins de cinq ans souffrant de retard de croissance[[3]](#footnote-3). Les perspectives économiques du FMI prévoient toutefois un taux de croissance du PIB de 5,3 % pour l’année 2020, alors qu’entre 2010 à 2015, il n’a été que de 2,2 %. Ces résultats encourageants en termes de croissance ne permettent cependant pas de réduire sensiblement le taux de pauvreté, intrinsèquement lié à un secteur agricole soumis à une forte volatilité des quantités produites et des cours mondiaux. Principalement tirée ces dernières années par les exportations, le secteur des transports, de la finance et de la construction, la croissance demeure également très sensible à la commande publique ainsi que la demande extérieure. Les déterminants du développement du pays et les facteurs d’insertion de sa population à la vie économique, sociale et citoyenne résident en priorité dans le développement de la politique alimentaire du pays, dans l’investissement en infrastructures (transport, énergie, télécommunications) et dans l’éducation et la formation professionnelle.

**Haïti**, identifié comme le pays le plus pauvre du continent américain avec un PIB par habitant de 1784 USD en 2016 est également l’un des plus inégalitaires du monde avec un coefficient de Gini[[4]](#footnote-4) de 0,68 (2012). Sa population a été frappée par une succession de catastrophes naturelles dévastatrices, notamment le tremblement de terre du 2 janvier 2010 et le cyclone Mathieu du 4 octobre 2016 dont le bilan est de 200 000 morts recensés, près d’un million de déplacés, et des dommages estimés à 120 % du PIB pour le tremblement de terre (Banque mondiale, 2016) et 32 % du PIB pour le cyclone (PNUD, 2017). La principale résultante de ces évènements catastrophiques s’est manifestée par une émigration massive de la jeunesse en quête d’opportunités d’études et de travail à l’étranger, notamment pour satisfaire leurs idéaux de vie, mais aussi afin de participer à l’effort de reconstruction du pays via des transferts financiers. Enfin, à l’exposition exacerbée des populations aux risques de catastrophes naturelles, s’ajoute un contexte d’insécurité croissante (criminalité, banditisme), notamment dans les deux principales villes du pays, Port-au-Prince et Cap-Haïtien.

#### Situation des jeunes en Afrique de l’Ouest, à Madagascar et en Haïti

**Afrique de l’Ouest**



 Indicateurs démographiques d’Afrique de l’Ouest

Depuis l’indépendance, les pays du Sahel ont connu une massification de l’accès à l’éducation. Si en 1960 le taux brut de scolarisation était de moins de 10 % dans l’ensemble de la région, il a aujourd’hui partout passé la barre des 60 %[[5]](#footnote-5). Les acteurs de l’éducation doivent toutefois maintenir leurs efforts face à une hausse du nombre d’enfants à scolariser dans un contexte de croissance démographique soutenue.

La massification doit de plus être accompagnée d’efforts substantiels en matière de qualité des enseignements prodigués ; les acquis fondamentaux des cycles primaires, bien qu’hétérogènes dans la région demeurent faibles. Ce constat découle en partie de l’incomplétude des processus de décentralisation des services éducatifs, qui se solde par le maintien d’une centralisation de la décision au détriment de la bonne gestion des écoles et de la qualité des enseignements.

Face à la désillusion des communautés quant à la capacité de l’école publique à assurer un travail décent et un avenir à leurs jeunes, les familles favorisent désormais une éducation duale, coranique d’un côté pour acquérir les fondamentaux moraux propres à la religion musulmane, et d’autre part l’éducation séculière, porteuse d’opportunités professionnelles, civiques et politiques.

Au niveau de l’emploi, les pays de la région font face à une croissance spectaculaire des arrivées sur le marché de l’emploi sous l’effet de la pression démographique. En réaction à la saturation du marché et de la faiblesse des opportunités d’emplois salariés, les jeunes se tournent majoritairement vers le secteur informel pour y trouver des moyens de subsistance. Dans ces économies, l’entreprise familiale prépondère ainsi largement sur l’emploi salarié, tandis qu’en parallèle, le sous-emploi et la pluriactivité dominent. En ville, la précarité est d’autant plus ressentie chez les nouveaux arrivants issus de l’exode rural qui se trouvent pénalisés par l’éloignement de leurs réseaux de solidarité familiaux, et face à l’extrême pauvreté et l’isolement, les jeunes se tournent vers les réseaux d’insertion religieux[[6]](#footnote-6).

La promotion de l’auto-emploi constitue une réelle opportunité pour la région pour répondre à l’attente des jeunes de trouver un emploi salarié. Hérité de la culture française, le système éducatif des pays francophones n’en demeure que trop éloigné des réalités du marché du travail, ne favorisant guère l’apprentissage d’un métier[[7]](#footnote-7). Les emplois salariés ainsi que la fonction publique ont également été survalorisées dans l’inconscient collectif comparativement aux activités entrepreneuriales, contribuant de facto à l’instauration de mesures insuffisantes en matière d’accompagnement des entreprises individuelles. Enfin, le système financier reste encore peu ouvert à la prise de risque auprès des microsociétés. Ces insuffisances constituent autant de défis à surmonter afin de valoriser le potentiel professionnel des jeunes Ouest-africains.

Les jeunes, faiblement insérés dans les réseaux de pouvoir souffrent d’un déficit de représentation politique et sociale. Combinée à des tensions intergénérationnelles prégnantes dans la région, ainsi qu’à un sentiment de défiance vis-à-vis des services de l’Etat (corruption, détournements de fonds, népotisme…), la situation exacerbe leur sentiment d’exclusion. En réaction à la gérontocratie politique et administrative, les jeunesses s’emparent des nouvelles technologies de l’information et de la communication, d’une part pour manifester leur mécontentement, et ce en contribuant à l’émergence de mouvements populaires, et d’autre part pour mobiliser différentes catégories d’acteurs dans des initiatives de développement local.

**Madagascar**



 Indicateurs démographiques de Madagascar

La jeunesse malgache tend davantage à l’instruction que ses aînés, notamment pour les niveaux primaire et secondaire, mais peine à s’engager dans les formations techniques et professionnelles. L’économie du pays restant principalement agricole (75,8 % des emplois créés[[8]](#footnote-8)) et informelle, la jeunesse demeure loin des villes avec 76,7 % des malgaches âgés entre 15 et 29 ans qui vivent en milieu rural, contre 23,3 % en milieu urbain.

La faiblesse des gains de productivité du secteur primaire ne permet pas actuellement de libérer le potentiel productif de sa population et de diversifier la structure économique du pays. Avec un taux d’activité qui prédomine dans la ruralité, ce dernier s’élevant à 65,4 % contre 56,4 % dans les villes,la proportion déclarée de jeunes n’ayant pas amorcé leur transition est plus élevée en milieu urbain, soit 3 jeunes sur 10.

La prédominance du secteur informel dans l’économie du pays (9 emplois sur 10 en 2015) et le manque de filets de sécurités sociaux qui lui sont associés exposent la jeunesse à l’irrégularité de l’emploi.

A l’instabilité de l’emploi s’ajoutent des obstacles à l’insertion sur le marché du travail, principalement liés à un déficit d’offre, au manque d’expérience professionnelle, à un niveau de formation trop élevé et au manque d’informations concernant le marché du travail (où chercher ? comment chercher ?).

Le développement d’outils de mise en relation des agents sur le marché du travail (stage, alternance, bourse du travail…) est ainsi primordial dans l’insertion des jeunes isolés dans une société où le rôle des réseaux personnels (famille, amis, membres de la communauté, anciens employeurs) prépondère dans la recherched’emploi.

Le pays dispose d’un Plan National de Développement 2015-2019 à la promotion de l’accès au crédit et de l’esprit entrepreneurial. Les micro-entreprises font partie de la catégorie des entreprises individuelles, qui représentent près de 96% des entreprises légalement formées dans le pays (2017)[[9]](#footnote-9), notamment dans les secteurs du commerce, de la fabrication et du bâtiment. Madagascar enregistre cependant des faiblesses structurelles pour développer un écosystème entrepreneurial performant au regard des compétences en gestion d’entreprise limitées, du coût élevé de l’énergie, des difficultés à mobiliser des financements, du niveau d’instruction encore faible ou encore de l’accès au foncier. L’appui aux micro entreprises, notamment via les programmes « PROCOM »[[10]](#footnote-10) et « PROSPERER »[[11]](#footnote-11) s’est donc focalisé sur la promotion de l’entrepreneuriat agricole mais également l’entrepreneuriat des jeunes, des femmes et des populations vulnérables en suivant 3 axes stratégiques :

* s’informer pour prendre conscience de son environnement ;
* se former pour améliorer leur potentiel ;
* être encadré dans la réalisation de leurs projets.

La jeunesse peine aussi à se faire entendre dans la société[[12]](#footnote-12), les élites politiques, économiques, administratives étant majoritairement représentées par la tranche d’âge des 45-60 ans, qui dispose d’un pouvoir économique et un potentiel de mobilisation de leur réseau (religieux, géographique et ethnique) bien plus élevés. Le niveau d’éducation influence fortement le rapport au pouvoir, les individus disposant de 5 années d’études supérieures ou plus dominant le spectre politique (49,6% contre 4 % pour ceux n’ayant qu’un niveau secondaire). Côté genre, 79,5 % des postes de pouvoir sont occupés par des hommes contre 20,5 % par des femmes.

**Haïti**



 Indicateurs démographiques en Haïti

Les jeunes Haïtiens font face à une multitude d’enjeux quant à l’accès à une éducation de qualité. Le premier émane du manque de ressources des établissements publics qui sont en faible nombre au niveau national (seulement 16 % des établissements primaires et 5 % des établissement secondaires) d’après le recensement scolaire de 2014. A cette faiblesse de l’Etat s’ajoute une capacité limitée de contrôle de la qualité de l’enseignement prodigué par les structures éducatives privées, souvent confessionnelles,au regard des standards imposés par la puissance publique.Les retards à l’entrée à l’école primaire, les redoublements et le décrochage scolaire sont fréquents, avec des résultats scolaires reflétant la situation.

Les situations de décrochage touchent tout particulièrement les jeunes Haïtiennes parmi lesquelles 10 % des 15-19 ans ont au moins un enfant ou sont enceintes de leur premier[[13]](#footnote-13), ce qui impacte de facto leur parcours éducatif.

Par ailleurs, l’exposition aux risques naturels expose en premier lieu les infrastructures éducatives aux dégâts matériels, et entraîne des mouvements de populations préjudiciables au suivi continu d’une éducation de qualité.

Le marché du travail est quant à lui dominé par le secteur informel, représentant 94 % des emplois[[14]](#footnote-14) et par le secteur agricole.

Le chômage au sens du BIT touche en moyenne 14 % des plus de 10 ans, et lorsqu’il est élargi à ceux ayant renoncé à chercher un travail, ce taux passe à 35 % chez les 10-24 ans contre 29 % pour les 25-54 ans. Au chômage et à l’inactivité structurels vient s’ajouter une forte propension des jeunes à combiner à la fois études et travail, ce qui est révélateur du niveau de vulnérabilité de ces populations au sortir des catastrophes naturelles récentes. Véritable « trappe à pauvreté », ce phénomène entretient les situations de décrochage face à l’enseignement, ainsi que la faiblesse des gains de productivité au travail et accentue le manque de perspective d’évolution.

Le pays semble prendre en compte les besoins d’amélioration de l’environnement des affaires et notamment vis-à-vis des entreprises individuelles. Considérant que le principe de l’unicité de patrimoine consacré par le droit des affaires ne favorisait pas la création d’entreprises individuelles, le Conseil des Ministres a adopté en 2017 un projet de loi portant sur la création de l’entreprise individuelle à responsabilité limitée. Le projet de loi, en attente de ratification par le Parlement, propose dès lors la séparation distincte entre le patrimoine de l’entreprise et celui de l’entrepreneur. Ces avancées dans le débat public concernant l’entrepreneuriat individuel masquent toutefois une réalité contraignante pour les petites sociétés à responsabilité limitée, comme le souligne le classement Doing Business 2020 de la Banque mondiale[[15]](#footnote-15) (lourdeurs administratives et frais légaux élevés pour lors de la création d’une entreprise, système foncier et de propriété privé défaillant…).

Face à l’engagement citoyen, les Haïtiens témoignent un profond sentiment de malaise à l’égard du politique et de l’organisation administrative de la société, constat d’autant plus marqué chez les jeunes. Ce ressenti se traduit par un « désenchantement démocratique » fort, caractérisé par des taux d’abstention élevés pendant les élections, le rejet des partis politiques et de l’action syndicale, mais également par des soulèvements populaires violents lors de la mise en place de mesures d’austérité.

Depuis août 2018, le pays assiste à des rébellions populaires générées par une affaire de corruption et de détournement d’argent public qui implique l’alliance pétrolière PetroCaribe et le gouvernement. Ce scandale intervient notamment dans une période de chute des compensations des prix des produits de base, dont le pétrole. Dans ce contexte, les réseaux sociaux sont une caisse de résonnance des revendications de la jeunesse haïtienne locale et expatriée.

#### Enjeux liés à la réinsertion sociale, économique et citoyenne des jeunes déscolarisés des quartiers périphériques communs aux 3 zones de l’appel à projet

Le tableau ci-dessous synthétise différents enjeux communs aux 3 zones de l’appel à projets pouvant être pris en compte pour la préparation des propositions.

Les enjeux qui auront été retenus devront être traités en prenant en compte la dimension genre, qu’il s’agisse des données sexo-spécifiques comme de la prise en considération des autres populations subissant une discrimination (handicap, orientation sexuelle …).

Enjeux communs aux 3 zones de l’appel à projet

| **Enjeux** | **Exemple** |
| --- | --- |
| **1 – Appui des projets intergénérationnels, non discriminants et facilitant l’amélioration de la perception de la jeunesse par les populations**  | * Valorisation des **activités associatives comme levier d’employabilité** grâce aux compétences transversales qu’elles mobilisent
 |
| * Mobilisation des **pouvoirs publics régionaux et locaux** permettant l’émergence de leaders jeunes aux responsabilités
 |
| * **Renforcement de la gouvernance des collectivités locales** tout en orientant les agendas politiques et administratifs vers les jeunes acteurs et en favorisant l’implication des jeunes dans la représentation politique, aux niveaux local, régional et national
 |
| * **Accompagnement du rôle de l’école** comme moyen d’insertion citoyenne en sa qualité de vecteur de tolérance et d’apprentissage de la vie en société
 |
| * Mobilisation des **acteurs nationaux de la recherche**, partenaires privilégiés pour mener des réflexions transversales et opérationnelles, notamment en matière de fait religieux, de radicalisation et d’insertion professionnelle
 |
| **2 – Mobilisation large et exhaustive des acteurs de la formation** | * Lutte contre l’exclusion scolaire via des programmes de rattrapage et mise en place de **réponses pédagogiques mixtes entre écoles séculières et confessionnelles**
 |
| * Mobilisation de l’ensemble des **acteurs de l’éducation formelle et informelle, y compris les acteurs confessionnels**
 |
| Appui au développement d’un **secteur éducatif de qualité**, ouvert, permettant la reconnaissance des compétences, quelles que soient les modalités d’acquisition, et dispositifs d’accompagnement vers l’insertion et l’entreprenariat |
| **Favoriser l’intégration des langues locales** dans les cursus éducatifs de sorte à favoriser l’alphabétisation et la réussite scolaire |
| **3 – Continuum à créer de l’éducation primaire et secondaire à la professionnalisation** | * Appui à la **diversification des compétences du collège et du lycée, en développant les offres d’apprentissage, la professionnalisation, la prise en compte des savoir-être et l’entreprenariat**
 |
| * Création **de ponts entre l’éducation de base et les formations qualifiantes/certifiantes**, notamment pour satisfaire l’attente des familles au regard de l’employabilité qui découlent des formations.
 |
| * **Renforcement des compétences techniques en valorisant des activités peu qualifiées ou peu reconnues**, par la mise en place de parcours diplômants/certifiants.
 |
| **4 - Renforcement des savoir être (soft-skills) interpersonnels et intra-personnels pour dépasser les clivages et permettre le développement de l’auto-emploi** | * **Développement des qualités humaines (savoir-être) comme moyen de déconstruire les préjugés et constructions sociales**, pour promouvoir les mobilités professionnelles et sociales : soft-skills interpersonnels : communication, collaboration, travail en équipe… et intra-personnels : maîtrise de soi, courage, confiance en soi, …
 |
| * **Promotion de la participation citoyenne via le développement d’activités propices à la cohésion sociale, l’estime de soi et la prise de décisions** et de responsabilités y compris électives (activités sportives et associatives, engagement politique et syndicat, activités de promotion de la paix, activités de médiation inter-religieuses) via de nouvelles méthodes ou outils et notamment en appui sur les outils numériques.
 |
| * **Appui à la création d’activité via des formations courtes en montage de projets**, en appui à l’entreprenariat, au développement des services d’appui aux micro- et petites entreprises du secteur informel.
 |
| * Promotion et diversification de **l’accès au financement pour les initiatives entrepreneuriales** (banque, capital-risque, micro-crédit, dispositifs de prêts d’honneur, d’avances renouvelables, de tontines, de dons, en appui sur le soutien financier de la diaspora).
 |
| * **Développer des programmes de lutte contre le retard uniforme en termes d’aptitudes auto-déclarées** (compétences numériques, compétences en langues étrangères ; dont l’anglais, aptitudes administratives, aptitudes physiques, compétences en informatique) **comme de facultés cognitives** (langage, mathématiques, représentations cognitives de l’espace)
 |
| **5 – Faire de la lutte contre l’inégalité liée au genre une** **priorité : le genre est considéré comme hautement discriminant pour les femmes dans leur relation à l’école et au travail** | * Lutter contre les **discriminations et les violences faites aux femmes**[[16]](#footnote-16).
 |
| * Contribuer à **l’accroissement du bien-être et de la place des femmes dans la société**
 |
| * Améliorer les **performances scolaires et professionnelles** des femmes
 |
| * Promouvoir les **représentations égalitaires**
 |
| * Développer les **compétences socio-émotionnelles des femmes**
 |

#### Enjeux spécifiques à chaque zone de l’appel à projet

Dans les pays d’Afrique de l’Ouest l’implication de la jeunesse dans la conception et la mise en œuvre des projets est essentielle.

Enjeux spécifiques à l'Afrique de l'Ouest

|  |  |
| --- | --- |
| **Enjeux spécifiques à l’Afrique de l’Ouest** | **Exemple** |
| **Gestion des situations conflictuelles notamment liées à l’influence des mouvements prosélytes**  | * **Appui des projets liés au dialogue inter et intra religieux** dans les zones vulnérables et aux enseignements religieux
 |
| **Adapter des dispositifs pour stabiliser l’activité informelle et les publics nomades** | * **Recherche d’innovations de financement à destination des publics nomades** des villes sahéliennes (mobilités internes ou saisonnières) qui ne s’installera pas forcément dans les quartiers dits « d’accueil »
 |
| **Intervention en contexte de crise** | * **Prise en compte de la situation de crise et de conflit au Sahel** dans les pays concernés et mise en place d’une méthodologie d’intervention adaptée
 |
| **Renforcement des synergies entre pays limitrophes** | * **Capitaliser sur les actions communes ou les points d’intérêts des pays d’Afrique de l’Ouest** déjà engagés dans des actions communes
 |

Compte tenu du contexte malgache en matière de transition des jeunes vers la vie active, les principales recommandations indiquées dans la littérature incitent à améliorer le capital humain de la jeunesse, stimuler l’environnement des affaires et renforcer les mécanismes de soutien aux entreprises informelles :

Enjeux spécifiques à Madagascar

| **Enjeux spécifiques à Madagascar** | **Exemple** |
| --- | --- |
| **1 – Améliorer le capital humain de la jeunesse**  | * Développer les organismes de conseil en orientation en partenariat avec les groupements d’entreprises et de formation
 |
| * Instaurer des modules de recherche d’emploi, d’entreprenariat et d’orientation des carrières dans les formations scolaires
 |
| * Elargir le panel de formations techniques
 |
| * Etablir des partenariats entre centres de formation et entreprises pour généraliser les stages et apprentissages
 |
| * Développer des stratégies de réduction des abandons scolaires
 |
| * Favoriser les initiatives en matière d’éducation inclusive et améliorant l’égalité de traitement à tous les niveaux (genre, origine, …)
 |
| **2 – Renforcer les mécanismes de soutien à l’auto-emploi et au secteur informel** | * simplifier les procédures de création d’entreprise et lutter contre la corruption ; valoriser l’auto-emploi
 |
| * développer les plateformes numériques de recherche d’emploi (micro et petites entreprises)
 |
| * Développer des services d’appui aux micro et petites entreprises, et plus largement à l’entreprenariat en secteur informel
 |
| * Promouvoir l’esprit d’entreprise
 |
| * Favoriser la structuration de l’apprentissage traditionnel
 |
| * favoriser les produits financiers visant à assister la reprise d’un emploi ou la création d’une entreprise / améliorer l’accès au crédit pour les jeunes et développer les canaux de financement alternatifs (définir des critères innovants : entreprise citoyenne, …)
 |
| * promouvoir les pratiques d’hygiène et de sécurité auprès des entreprises informelles
 |
| * travailler sur l’émergence d’un cadre règlementaire adapté et incitatif visant à soutenir et structurer les activités en secteur informel
 |
| * Favoriser la structuration des acteurs du secteur informel (en association/ groupements professionnels)
 |

En Haïti tout particulièrement, le contexte d’insécurité et d’augmentation des violences au sein de la société civile devra être pris en compte. Il s’agira d’établir clairement dans les projets la dimension d’intervention en contexte de crise.

Enjeux spécifiques pour Haïti

| **Enjeux spécifiques à Haïti** | **Exemple** |
| --- | --- |
| **1 – Promouvoir l’allocation des fonds étrangers dans le capital humain** | * Orienter les transferts financiers issus de la diaspora vers le secteur éducatif, la formation professionnelle (bourses d’étude) et le soutien à l’entreprenariat
 |
| **2 – Développer des programmes permettant d’informer sur les offres de formation et besoins en compétences du marché du travail.** | * Lutter contre le décalage entre les aspirations et les réalités du marché du travail chez les jeunes Haïtiens par une meilleure communication sur l’emploi et des actions rapprochant les jeunes de l’emploi (stage en entreprise, développement de l’apprentissage, journée portes-ouvertes, parrainage de formations par des tuteurs professionnels, …)
 |
| **3 – Faire de la lutte contre le décrochage scolaire une priorité** | * Accentuer l’effort sur les jeunes ayant abandonné les études de manière précoce pour débuter leur vie professionnelle pour développer leur employabilité
 |
| **4 – Intervention en contexte de crise** | * Prise en compte de la situation de crise qui prévaut en Haïti
 |

### Analyse de risques : les obstacles à la reinsertion sociale, économique et citoyenne des jeunes déscolarisés des quartiers périphériques

Les obstacles sont nombreux[[17]](#footnote-17). On citera notamment du côté des institutions :

* Le manque de volonté politique ;
* Un cadre institutionnel insuffisant ;
* L’absence ou le dysfonctionnement des cadres de dialogue ;
* Le manque de clarté sur les processus de participation et la difficulté à caractériser les impacts ;
* Le manque de diffusion de l’information ;
* La non-prise en compte des recommandations de la société civile dans la mise en œuvre des stratégies et politiques du secteur (manque d’intérêt, manque de confiance…) ;
* La non-pérennisation des démarches d’appui sur ces publics fragiles déjà engagées ;
* Le coût élevé des démarches de soutien à ces publics et l’insuffisance de soutien aux politiques publiques en faveur des quartiers défavorisés ;
* L’absence de données fiables et complètes sur les personnes et entités à associer.

Du côté des jeunes déscolarisés, les obstacles suivants sont régulièrement constatés :

* Manque d’information, de connaissance et d’expertise de la société civile dans toutes ses composantes ;
* Manque de participation effective et de qualité de la société civile dans les espaces de discussion ;
* Manque de structuration de la société civile ;
* Manque de concertation entre acteurs de la société civile pour pouvoir parler d’une voix unie ;
* Manque de moyens humains et financiers de la société civile pour mener des actions ;
* Non-représentativité des acteurs présents dans les espaces de concertation et faible dynamique associative.

La proposition de projet qualifiera et analysera les différents obstacles propres à leur contexte spécifique d’intervention. Des mesures de prise en compte de ces obstacles seront également proposées.

### Recours au numérique

Le projet pourra exploiter le potentiel des nouvelles technologies en gardant à l’esprit les risques attachés à leur utilisation : les nouvelles technologies représentent sans aucun doute des outils innovants pour favoriser l’accompagnement de la transformation de la situation des jeunes déscolarisés des quartiers périphériques. Cependant, leur utilisation n’est pas exempte de risque et les points de vigilance identifiés dans l’utilisation du numérique comme outil d’accompagnement vers l’insertion, notamment sur l’utilisation différenciée des outils numériques en fonction du genre, de l’âge et/ou du handicap des personnes concernées.

### Zones de crise et de fragilité

Le projet pourra cibler de manière exclusive ou complémentaire, des zones soumises à des crises, qu’elles soient occasionnelles ou récurrentes.

### Analyse des conditions de pérennisation et de changement d’échelle de la démarche innovante proposée

Les ONG doivent démontrer la pérennité à moyen et long termes des approches proposées. Cela pourra être traité notamment par des actions de sensibilisation et mobilisation des populations, des activités de renforcement de capacités, une clarification des rôles et responsabilités des parties prenantes, ainsi que par une réflexion sur le modèle économique proposé, etc.

Les stratégies d’institutionnalisation des acteurs et des pratiques soutenues par les projets devront être explicitées. Dans ce cadre, **une attention particulière sera accordée à la capacité de dialogue des ONG avec les autorités locales et/ou nationales**. De même, **le potentiel de réplication et/ou passage à l’échelle devra être clairement explicité**. L’ensemble des pratiques innovantes, comme la méthodologie utilisée pour le diagnostic initial, devront être documentées de telle sorte qu’elles puissent être réitérées ultérieurement par un tiers.

De même **la question du coût unitaire (coût d’une année de déploiement d’un projet d’insertion des jeunes déscolarisés des quartiers périphériques) sera abordée** et prise en considération dans la mise en œuvre du projet. Dans la même logique, les coûts liés aux achats d'équipements devront faire l'objet d'une justification solide et être accompagné d'une stratégie de pérennisation.

## Évaluation et capitalisation sous l’angle de l’innovation

### Démarche d’innovation

**Les ONG devront expliciter le caractère innovant, au regard des stratégies en cours, de leurs propositions et détailler les hypothèses et questions sous-jacentes**. S’il ne s’agit pas à coup sûr de faire du neuf – et moins encore de l’inédit – l’innovation FISONG doit surtout apporter une plus-value aux stratégies en cours dans le ou les pays. Dans cette perspective, des indicateurs permettant d’évaluer la pertinence de la démarche proposée devront être inclus au mécanisme de suivi et évaluation du projet.

### Suivi et évaluation par le porteur du projet

Les ONG proposeront un dispositif de suivi-évaluation du projet sur les 3 volets suivants :

* suivi technique et financier renseigné par l’avancement des réalisations ;
* suivi des changements et des progrès réalisés selon les résultats du projet et les effets constatés. Ce suivi devra être lié aux indicateurs objectivement vérifiables et à la situation initiale de référence à définir en début de projet ;
* suivi du contexte d’intervention renseigné par une veille concernant l’évolution de la situation, les changements liés aux acteurs clés du projet.

Les ONG définiront les indicateurs cibles attendus et la façon dont ils seront mesurés et discutés entre les parties prenantes.

Parmi ces indicateurs, devront a minima, être présentés 2 des indicateurs parmi la liste ci-dessous (indicateurs agrégeables de l’AFD) :

* Capacité d'accueil des dispositifs de formation professionnelle soutenus par l'AFD ;
* Nombre de personnes ayant accès à la FP ;
* Pourcentage de femmes parmi les personnes ayant accès à la FP ;
* Nombre d'individus accompagnés dans leurs démarches de création d'entreprise ou d'auto-emploi et % de femmes
* Nombre d'entreprises bénéficiaires d'appuis au recrutement, à l'amélioration de la qualité des emplois ou à la prise en compte du genre
* Nombre d'individus bénéficiaires de services et programmes d'emploi soutenus par l'AFD (hors entrepreneuriat) et % de femmes

Ce suivi-évaluation pourra déboucher sur des échanges sur la pertinence de certaines activités du projet. Si besoin, des réorientations pourraient, sur cette base être envisagées.

Une évaluation finale devra être proposée ainsi qu’une évaluation à mi-parcours si le projet dépasse une durée de trois ans. Ces évaluations devront être intégrées au plan de financement et au pilotage du projet.

Une ligne budgétaire devra être dédiée dans le budget du projet à ces activités de suivi-évaluation.

Aussi, la capitalisation étant un objectif essentiel de la FISONG, chaque ONG devra mettre en place un dispositif de capitalisation intégré au projet. Ce dispositif devra être détaillé dans les propositions des OSC.

### Suivi-Evaluation et capitalisation transversaux par l’AFD/appui externe

Le S&E et la capitalisation sont des objectifs importants des projets financés par la FISONG. L’AFD mettra en place un dispositif de suivi évaluation et de capitalisation transversal et continu des projets sélectionnés, tout au long de leur exécution. L’objectif principal est de capitaliser sur les expériences financées afin d’en faire bénéficier l’ensemble des acteurs et actrices concerné-e-s et ainsi de porter les innovations mises en œuvre au-delà de l’échelle des projets.

Mis en place dans une logique participative, ce dispositif aura pour objectifs de :

* identifier, stimuler et apprécier les innovations portées par les projets ;
* apprécier la qualité et les effets liés à chacun des projets financés ;
* formuler des recommandations à destination des ONG en charge de l’exécution des projets, en termes de méthodologie, de mise en œuvre, de capitalisation interne à chaque projet et le cas échéant d’enrichissement de certaines composantes ou activités du projet.
* Accompagner l’identification des utilisateurs/destinataires des produits de capitalisation et élaborer des livrables en cohérence avec ceux-ci.
* nourrir une réflexion multi-acteurs et actrices sur la pertinence de l’approche proposée par le projet en fonction des territoires, des acteurs et actrices, des contextes sanitaires, etc.
* mettre en perspective et enrichir les enseignements sur la FISONG en échangeant avec d’autres projets en dehors du cadre de cette FISONG.

Ce dispositif sera appuyé par un prestataire externe, mobilisé par l’AFD, dont la mission aura une durée concomitante avec celle des projets financés.

Aussi, la mise en œuvre de ce dispositif nécessitera que les OSC bénéficiaires des financements prévoient, a minima, un regroupement par an dans l’un des pays d’intervention ou à Paris. Les budgets dédiés à ces regroupements (frais de déplacement et de séjour) devront être pris en charge par les OSC bénéficiaires et peuvent être intégrés dans le budget des projets.

# QUALIFICATION ET EXPERIENCE DES ONG

Toute ONG, quelle que soit sa nationalité, est éligible à la FISONG. Une ONG souhaitant soumettre un projet pourra s’appuyer sur des partenaires des pays d’intervention : les partenariats (groupements ou consortium) sont encouragés.

Il est demandé aux ONG de justifier d’une présence de trois années minima d’intervention dans le pays du projet afin d’assurer leur connaissance du contexte local, notamment sur les plans politique, institutionnel et socio-politique.

Les ONG doivent démontrer une grande expérience liée à l’i**nsertion économique, sociale et citoyenne des jeunes déscolarisés des quartiers périphériques des villes d’Afrique de l’Ouest, de Madagascar et d’Haïti**.

Le dispositif FISONG est destiné à des ONG dotées des capacités et outils nécessaires à la conduite de processus d’innovation et de concertation avec les responsables sectoriels de l’AFD (problématisation, conception, expérimentation, évaluation, capitalisation, diffusion, passage à l’échelle…) dans des domaines de compétences spécialisés.

# CADRAGE BUDGETAIRE

**Cette FISONG est dotée d’un montant de 2,5 millions d’euros. Elle vise à financer 2 projets d’un montant de 1,2 million d’euros maximum chacun et d’une durée de 3 ans à 5 ans**. 0,1 million d’euros minimum est réservé pour financer le dispositif transversal de capitalisation qui sera assuré par un prestataire recruté sur appel d’offres.

**Un projet FISONG peut être cofinancé à hauteur de 90% maximum du budget total du projet soumis. Les 10% restant ne doivent pas être de la valorisation**.

Un dispositif d’évaluation/capitalisation propre à chaque projet devra être précisé et chiffré budgétairement.

**Le plan de financement soumis par l’ONG devra intégrer un montant forfaitaire minimum de 2% du montant total du projet pour la réalisation d’audits externes**. Ce montant sera mobilisé directement par l’ONG qui contractualisera avec un cabinet d’audit externe pour assurer la vérification des dépenses effectuées.

# CALENDRIER PREVISIONNEL

Le calendrier prévisionnel indicatif pour cette FISONG est le suivant :

|  |
| --- |
| **calendrier FISONG 2020 Réinsertion jeunes déscolarisés quartiers périphériques** |
| 21 avril 2020 | Publication appel à propositions |
| 12 mai 2020  | Date limite de réception des questions relatives à l’appel à propositions |
| 26 mai 2020 | Publication sur le site de l’afd des réponses aux questions des ong |
| 07 juillet 2020 | Réception des offres  |
| 23 juillet 2020 | Tenue de la commission de sélection  |
| Début septembre 2020 | Formation genre pour les ONG sélectionnées |
| Novembre 2020 | Octroi des projets  |

# ANNEXES

## Fiche contextuelle détaillée pour chacune des 3 zones de l’appel à projet

### Afrique de l’Ouest

#### Présentation

**Un espace de civilisations millénaires marqué par le dynamisme de sa démographie**

Sur le plan géographique, l’Afrique de l’Ouest est une région couvrant toute la partie occidentale de l’Afrique subsaharienne. Elle comprend approximativement les pays côtiers au nord du golfe de Guinée jusqu’au fleuve Sénégal, les pays couverts par le bassin du fleuve Niger ainsi que les pays de l’arrière-pays sahélien.

Cette région forme une communauté de peuples, qui tend à se structurer politiquement, par la création d’organisation intergouvernementales comme la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO, fondée en 1975) dont le rôle a évolué d’espace d’intégration pour créer une union économique et monétaire à une mission de stabilité régionale avec un groupe militaire d’intervention permanent[[18]](#footnote-18).

Selon le FMI, en 2017, le PIB PPA global des 15 États membres de la CÉDÉAO s'élève à 565 milliards de dollars ce qui en fait la 25e puissance économique du Monde.

En 2019, selon l’ONU, l'Afrique de l'Ouest compte 391 millions d'habitants (intégrant le Nigéria), soit 30 % de la population totale de l'Afrique.

La croissance démographique est très forte : l'Afrique de l'Ouest gagne près de dix millions d'habitants chaque année et les prévisions sont de 796 millions d’habitants en 2050, ce qui est lié à un taux de fécondité qui reste élevé (5,2 enfants par femme en moyennes ces 5 dernières années) et la progression de l’espérance de vie à un rythme supérieur à la moyenne mondiale[[19]](#footnote-19). Cette situation est cependant très contrastée selon les pays, tant sur le plan économique, que démographique.

En 2019, les économies nationales d’Afrique de l’Ouest ont enregistré des croissances parmi les plus dynamiques du continent. A l’exception du Libéria, tous les pays de la région ont affiché une croissance supérieure à la moyenne de l’Afrique subsaharienne sur la période. La Côte d’Ivoire (à 7,3 %) se place au 4e rang des croissances les plus élevées du monde, et au 3e rang en Afrique, derrière le Rwanda (8,5 %) et l’Ethiopie (9 %).

La plupart des pays de la zone ont cependant connu une révision à la baisse de leur croissance pour l’année 2019 (DG Trésor, 2020)[[20]](#footnote-20).

**Un double défi sécuritaire et humanitaire au Sahel qui rejaillit sur toute la région**

Depuis 2012, débutant avec la crise au Mali qui fait suite à la déstabilisation de la Libye, la situation sécuritaire au Sahel est très perturbée. La situation s'est étendue à d'autres pays comme le Niger et le Burkina Faso, ce qui a entraîné une intervention militaire française dès 2014 au Mali et une présence militaire internationale toujours en cours dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest.

Cette situation sécuritaire instable au Sahel s’est traduite par une escalade de la violence et de l'insécurité qui ont provoqué une crise humanitaire sans précédent touchant un total de 5,1 millions de Burkinabè, Nigériens et Maliens. Au Burkina Faso, 226 incidents liés à la sécurité ont contribué à accélérer le déplacement des populations. Le nombre de personnes déplacées a été multiplié par cinq passant de 47 000 en décembre 2018 à 220 000 déplacés internes et à plus de 25 000 réfugiés en juin 201[[21]](#footnote-21).

Dans ce contexte particulièrement difficile, la religion, représentée par des prêcheurs charismatiques qui se positionnent comme chefs de guerre[[22]](#footnote-22), prend une place nouvelle, occupant les espaces laissés libres par la faiblesse des états centraux.

Ce contexte sécuritaire risque également de peser sur les différents scrutins présidentiels qui seront organisés dans différents pays de la zone d’étude en 2020 : au Togo (22 février), au Burundi (20 mai), en Guinée (en octobre), en Côte d’Ivoire (31 octobre), au Burkina Faso (22 novembre), au Ghana (7 décembre), et enfin au Niger.

**L’éducation et la formation comme réponse à l’enjeu du dividende démographique**

Dans ce contexte particulièrement complexe, il appartient aux différents pays de la région de poursuivre leurs efforts en matière d’éducation pour répondre aux attentes d’une part importante de la population. Une approche holistique et transdisciplinaire de la jeunesse et des parcours de transition vers le « statut d’adulte » s’impose dans la littérature et chez les bailleurs de fonds.

Les processus d’insertion ne sont plus considérés uniquement par le prisme de l’employabilité, mais également par la reconnaissance d’une position économique et sociale, passant par l’accès des jeunes à des droits et devoirs économiques, sociaux, mais aussi politiques. Ainsi, les enjeux de citoyenneté deviennent une considération à part entière pour la jeunesse, marquée par des contextes d’insécurité chronique, le malaise intergénérationnel qu’elle perçoit et la crise de confiance entretenue avec les pouvoirs publics.

####  Situation des jeunes et problématiques principales

**La relation des jeunes au système éducatif**

Depuis l’indépendance, les pays du Sahel ont connu une massification de l’accès à l’éducation. Si en 1960 le taux brut de scolarisation était de moins de 10 % dans l’ensemble de la région, soit par exemple de 6 % au Burkina Faso[[23]](#footnote-23) et de 7 % au Mali[[24]](#footnote-24), il a aujourd’hui partout passé la barre des 60 %[[25]](#footnote-25). Au Niger, le Plan Décennal de Développement de l’éducation de 2002-2012 a fait progresser le taux brut d’accès à l’éducation de 50 % à 97,9 %, le taux brut de scolarisation de 42 % à 79,2 % et le taux d’achèvement primaire de 26 % à 55,8 %.

Les Etats doivent toutefois faire face à une hausse du nombre d’enfants à scolariser dans un contexte de croissance démographique soutenue. L’offre éducative reste également très inégalitaire entre les milieux urbains et ruraux, en faveur des zones urbaines, bien que les statistiques agrégées masquent de fortes disparités, les zones périphériques hébergeant des populations largement déscolarisées.

L’école souffre d’un déficit d’image auprès des populations, la massification s’étant faite au détriment de la qualité de l’enseignement. Les données du rapport PASEC de 2014[[26]](#footnote-26) illustrent la faiblesse des acquisitions cognitives de base[[27]](#footnote-27) (lire, écrire, compter) dans l’ensemble de la région, bien que les situations diffèrent entre les pays. Au Burkina Faso, le pourcentage d’élèves qui maitrisent les compétences de base en fin de cycle primaire (5e année) atteint 56,9 % en langue et 68,2 % en mathématiques, ils ne sont que 12,8 % au Tchad à maitriser les bases en langue et 16,1 % en mathématiques.

Au Niger, ce sont moins de 7 % des élèves qui ont acquis les compétences de base en langue et en mathématiques au sortir de l’école primaire. Les principaux facteurs explicatifs de cette situation sont liés à un faible taux de remplissage des classes et de temps journalier consacré à l’enseignement, ainsi qu’à la qualité de la formation des enseignants et le manque de gouvernance locale en matière d’éducation. L’incomplétude des processus de décentralisation et de déconcentration administrative se traduit par la constance de la centralisation des décisions combinée à une faible implication des acteurs de terrain, au détriment de la bonne gestion des écoles.

Les populations sahéliennes ont pendant longtemps perçu l’école comme un moyen pour leurs enfants d’intégrer la fonction publique ou de trouver un travail formel rapidement, rôle que l’enseignement public ne tient plus depuis la mise en œuvre de politiques d’ajustements structurels et de l’explosion démographique entraînant la saturation du marché du travail.

Les frustrations nourries par la difficulté de l’enseignement public à déboucher sur des opportunités sur le marché de l’emploi et à satisfaire ces attentes favorisent l’émergence des écoles confessionnelles coraniques comme alternatives répondant à la demande sociale des parents.

Les familles favorisent désormais une éducation duale, souhaitant d’une part solliciter l’éducation coranique pour acquérir les fondamentaux moraux propres à la religionmusulmaneet faciliter l’insertion des jeunes dans la communauté, et d’autre part l’éducation séculière publique, porteuse d’opportunités professionnelles, civiques et politiques.

**La relation des jeunes à l’emploi**

Les pays de la région font face à une croissance spectaculaire des arrivées sur le marché de l’emploi sous l’effet de la pression démographique. Le graphique ci-après illustre les calculs prévisionnels de l’IRD[[28]](#footnote-28) concernant les arrivées sur le marché de l’emploi entre 2010 et 2030.



Prévision des arrivées sur le marché de l'emploi entre 2010 t 2030 en Afrique de l'Ouest

(Source : Calculs IRD sur la base des données de l’ONU (2009), World Population Prospect : The 2008 Revision)

Face à la saturation du marché de l’emploi, les jeunes sahéliens se tournent majoritairement vers le secteur informel pour y trouver des moyens de subsistance. Dans ces économies, l’entreprise familiale prépondère ainsi largement sur l’emploi salarié, tandis qu’en parallèle, le sous-emploi et la pluriactivité dominent.

Au Burkina Faso[[29]](#footnote-29), en 2014, 10% des jeunes de 16 ans à 24 ans n’étaient ni scolarisés ni en activité, 58 % n’étaient ni instruits ni alphabétisés.

Pour les jeunes de 25 à 35 ans, 71 % n’étaient ni instruits ni alphabétisés. Au Niger, des études démontrent que 51,9 % des 15-24 ans ne sont ni dans le système éducatif ni en situation d’emploi, notamment dans la ruralité ou les jeunes recourent à la migration saisonnière pour survivre. Les difficultés d’insertion de la jeunesse sur le marché de l’emploi se traduisent par des contraintes d’autonomisation, sources de tension intergénérationnelles.

Pour les jeunes urbains, l’emploi informel domine. Sans diplômes, leurs chances d’accéder à un emploi salarié ou d’accéder à la création d’entreprise sont limitées[[30]](#footnote-30). La précarité est d’autant plus ressentie chez les nouveaux arrivants issus de l’exode rural qui se trouvent pénalisés par l’éloignement de leurs réseaux de solidarité familiaux, et face à l’extrême pauvreté et l’isolement, les jeunes se tournent vers les réseaux d’insertion religieux[[31]](#footnote-31).

Les jeunes diplômés connaissent quant à eux une situation plus favorable, leurs chances de trouver un emploi stable ainsi que leur revenu moyen augmentant sensiblement avec le niveau d’instruction[[32]](#footnote-32).

Le taux de chômage augmente cependant avec le niveau d’éducation, les attentes au regard des conditions d’emploi augmentant à proportion. Ainsi, 16 % et 35 % des jeunes diplômés étaient respectivement au chômage au Sénégal et au Burkina Faso en 2015[[33]](#footnote-33).

**Le rapport des jeunes à la citoyenneté et à la politique**

Avec peu de place dans les postes des instances de pouvoir que sont les parlements et les partis politiques dominants, la jeunesse souffre d’un déficit de représentation. Combinée à des tensions intergénérationnelles prégnantes dans la région, la situation exacerbe le sentiment d’exclusion des jeunes.

Dans le contexte malien, entre 1992 et 2012, on observe une réduction de 21 % à 10 % des députés de moins de 40 ans (Savane, 2015) entre la première et la dernière des 4 législatures qui se sont succédé. Les situations de sous-représentation politique s’expliquent majoritairement par les barrières socio-économiques à l’entrée dans les postes de représentation.

La nécessité de tisser de larges réseaux, le manque d’ouverture des élites à la jeunesse, la tradition de respect des ainés sont ainsi des facteurs déterminants (qui ne sont pas exclusivement propres à l’Afrique de l’Ouest) de l’« âgisme » en politique ou prédominance de la gérontocratie.

La situation de défiance de la jeunesse vis-à-vis de la puissance publique émane de cadres de gouvernance défaillants dans la région en matière de fourniture de services publics de qualité pour tous et de l’importance de la corruption.

Sur le marché du travail, la jeunesse décrie le manque de transparence des processus de sélection et le népotisme chronique et réclame une réglementation des pratiques par l‘Etat[[34]](#footnote-34).

Les comportements inappropriés des agents publics sont quant à eux des plus courants, qu’il s’agisse de « petite corruption » pour la fourniture de documents officiels, l’absentéisme chronique, les extorsions de fonds et l’absence de mécanismes de sanctions internes[[35]](#footnote-35).

Face à l’absence de confiance dans les formes conventionnelles de participation citoyenne, à savoir le suffrage, des alternatives d’expression non conventionnelles émergent de mouvements jeunes contestataires. Ces mouvements, tels que le mouvement « Y’en a marre » sénégalais, servent d’exutoire à la jeunesse tout en portant leur voix dans les médias traditionnels et les réseaux sociaux. Il leur est cependant reproché de ne pas offrir de solution au regard des problèmes de représentativité au sein des institutions.

Mouvement « Y’en a Marre »

Sénégal

Groupe de contestation pacifique sénégalais, ce mouvement promeut le civisme, l’action citoyenne et le vote chez les jeunes. « Y’en a marre » est né en 2011 en réaction à l’austérité budgétaire imposée aux citoyens, découlant directement d’une gestion jugée irresponsable de l’argent public. Ce mouvement émane d’une volonté forte de la jeunesse de participer au renouvellement de la classe politique du pays et de s’impliquer dans le développement de projets locaux.

En revanche, l’exemple de « Y’en a marre » démontre la capacité de ses « antennes locales » à tisser des partenariats avec des ONGs et des bailleurs de fonds internationaux, notamment au travers du projet *Sunu Gox* d’aménagement urbain, de formation à la citoyenneté et de sensibilisation à l’environnement (en lien avec le Gret et l’Union européenne).

### Madagascar

#### Présentation

A Madagascar, la population est estimée à environ 27 millions d’habitants, avec 50 % de sa population qui a moins de 18 ans. L'extrême jeunesse de la population malgache entraîne une demande sociale croissante en éducation, santé, emplois, logements et infrastructures, ce qui représente également un défi pour l'environnement.

Le pays dispose ainsi d’une force vive sur laquelle capitaliser, à condition que les défis de l’éducation et de la nutrition soient relevés.

L’Ile Rouge s’attelle actuellement à la mise à jour de sa stratégie nationale d’alphabétisation, avec un objectif de réduction du taux d’analphabétisme, au niveau national, de 25 % à horizon 2030, réaffirmé dans le Plan sectoriel de l’Education où l’alphabétisation constitue un volet à part entière, en respect des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Or, Madagascar est impacté par des problèmes de gouvernance, de dégradation de l’environnement des affaires, de difficultés à mobiliser des financements étrangers ainsi que d’un déficit en approvisionnements énergétiques. Ce contexte s’est traduit par la faiblesse du taux de croissance du PIB de 2010 à 2015, de 2,2 % sur la période.

Ces contraintes pèsent sur les conditions de vie des habitants, dont 53 % sont affectés par la pauvreté extrême (BAD, OCDE, PNUD, 2015). Les perspectives économiques du FMI, ayant enregistré un taux de croissance du PIB de 5,2 % en 2018 puis en 2019, prévoient une hausse de ce dernier à 5,3 % pour l’année 2020.

Dans ce contexte, il est intéressant d’identifier les dynamiques de transition de la jeunesse malgache vers la vie active pour en cerner les déterminants.

Cette frange de la population constitue en effet un levier de développement économique et doit être mobilisée en ce sens. Il s’agit d’analyser le constat chiffré de la relation des jeunes face à l’enseignement, à l’emploi, au chômage et à l’inactivité[[36]](#footnote-36).

#### Situation des jeunes et principales problématiques

**Contexte en matière d’instruction**

Les jeunes tendent à être plus instruits que leurs parents, selon l’ETVA 2015, 3 jeunes sur 10 sortent de l’école avec un niveau d’instruction plus élevé que leurs aînés. Toutefois cette proportion diminue à mesure que le niveau d’instruction des parents s’élève.

Dans les villes, la majorité des jeunes dispose d’un niveau primaire et secondaire général. Les jeunes ne sont en revanche que très peu engagés dans des formations techniques et professionnelles.

Répartition des jeunes urbains malgaches selon leur niveau d'études

(Source: ETVA–2015 MADAGASCAR, INSTAT/DSM)

**L’emploi se concentre majoritairement dans le secteur primaire et le secteur informel.**

En 2015, 46,2 % des jeunes avaient entre 15 et 19 ans, 30,2 % entre 20 et 24 ans et 23,6 % entre 25 et 29 ans. 23,3 % des Malgaches âgés entre 15 et 29 ans vivent en milieu urbain, contre 76,7 % en milieu rural.

L’économie malgache demeure une économie agricole avec 75,8 % des emplois créés qui relèvent du secteur primaire selon l’enquête l’ENEMP-SI (2012).

L’étude ETVA 2015 indique que 40,6 % des jeunes ont achevé leur transition vers un emploi stable et satisfaisant, cette transition étant plus avancée en milieu rural. Le taux d‘activité prédomine en effet dans la ruralité, ce dernier s’élevant à 65,4 % contre 56,4 % dans les villes. De facto, la proportion de jeunes n’ayant pas amorcé leur transition est plus élevée en milieu urbain, soit 3 jeunes sur 10.

9 emplois sur 10 se trouvent dans le secteur informel. La proportion d’emplois créés dans l’informel en dehors du secteur agricole domine dans les régions d’Analamanga, situées dans la province d’Antananarivo et de Diana, située dans la province de Diego-Suarez à l’extrême Nord de l’ile. Ces régions sont aussi les plus dynamiques dans la création d’emplois formels.

**La relation des jeunes à l’emploi**

La situation des jeunes est majoritairement dominée par le statut d’actif, celui-ci se portant à 77,5 % contre 2,5 % pour le statut de chômeur et 20, 1% pour le statut d’inactif.

Le taux d’activité est bien supérieur en milieu rural (83,3 %), qu’en zones urbaines (58,4 %). A l’inverse, le milieu urbain comptabilise davantage de chômeurs, avec un taux de 6,5 % de jeunes sous ce statut contre 1, 2% dans la ruralité. Enfin, en milieu urbain, 35,1 % des jeunes sont caractérisés comme inactifs contre 15,5 % en milieu rural[[37]](#footnote-37).

En milieu urbain, 23,9 % des jeunes sont employés, 2,9 % employeurs, 30,7 % travailleurs indépendants et 41,9 % travailleurs familiaux. Ainsi, les jeunes employés, jeunes employeurs et jeunes travailleurs indépendants sont davantage représentés en ville qu’à la campagne, où les structures familiales dominent. Ce chiffre illustre notamment l’importance jouée par les réseaux familiaux en milieu rural dans l’accès à l’emploi.

La jeunesse fait principalement face à l’irrégularité de l’emploi. En 2015, 69,3 % des jeunes avaient un emploi peu régulier, notamment en raison de la prédominance du secteur informel dans l’économie de Madagascar. Ce taux est plus élevé pour les femmes, avec une proportion de 70,9 % contre 67,5 % pour les hommes.

La majorité des jeunes sont des travailleurs non étudiants. Cette catégorie représente 52,9 % des jeunes de 15 à 19 ans, 77 % des jeunes de 20 à 24 ans et de 92,4 % pour les jeunes de 25 à 29 ans, soit 69,7 % des jeunes entre 15 et 29 ans. La part d’élèves-étudiants pèse davantage dans la première catégorie d’âge (14,1 %), au même titre que les élèves-étudiants travaillant (27,8 %) et les élèves étudiants ne travaillant pas (27,8 %).

Enfin, l’accès à l’emploi est légèrement plus favorable aux hommes, ces derniers occupant à 78,8 % le statut d’actifs occupés contre 76, 3% pour les femmes. Le nombre de jeunes hommes chômeurs et d’inactifs est également sensiblement plus faible que pour les femmes (2,4 % contre 2,5 % et 18,8 % contre 21,2 %).

La question de la faible représentativité politique de la jeunesse se matérialise sur le marché du travail par une faible participation de ces derniers pour l’action syndicale. Les résultats de l’analyse ETVA établissent un taux d’adhésion syndicale des jeunes de 3,5% alors que ces derniers ne rencontrent que peu d’entraves à la liberté syndicale (sous forme d’opposition des employeurs). Les principales raisons de la non-adhésion sont l’indifférence vis-à-vis de l’action syndicale (25,2 %) et le manque d’information concernant l’existence de syndicats et leur action (21,4 %).

**Le rapport des jeunes au chômage et à l’inactivité**

Le chômage croît avec le niveau d’études. De 0,9 % pour les jeunes ayant un niveau d’éducation primaire, le taux de chômage s’élève à 19,8 % pour les jeunes titulaires d’un diplôme de l’enseignement supérieur. Ce constat émane principalement de l’inadéquation emploi-formation pour laquelle l’offre de formation ne répond pas aux besoins exprimés sur le marché du travail malgache.

Les jeunes provenant de ménages aisés sont davantage concernés par le chômage avec un taux de 4,9 % contre 2,9 % et 3 % pour les jeunes provenant respectivement de ménages aux conditions de revenus plutôt difficiles et difficiles.

Les secteurs d’activités les plus recherchés par les chômeurs sont principalement les professions élémentaires (aides de ménage ; aides de cuisine ; manœuvre du bâtiment, de l’agriculture, des mines, des transports, des industries manufacturières et de la pêche ; vendeurs ambulants et travailleurs de rue ; éboueurs et travailleurs non qualifiés) (28,3 %), les services aux particuliers et le commerce (16,8 %), ainsi que les métiers qualifiés de l’artisanat et de l’industrie (17,9 %).

Les critères d’exclusion ou obstacles à l’insertion sur le marché du travail exprimés par la jeunesse sont principalement liés à l’offre d’emploi disponible, au manque d’expérience professionnelle, à un niveau de formation trop élevé et au manque d’information concernant le marché du travail (où chercher, comment chercher), comme illustré ci-après.

(Source: ETVA–2016 MADAGASCAR, INSTAT/DSM)

Le rôle des réseaux prépondère dans la recherche d’emploi, solliciter sa famille, des amis ou des collègues permettant à 70,2 % de trouver un emploi, suivi par les démarches de création d’entreprise (23,1 %).

Répartition des obstacles à l'accès à un travail déclarés par les jeunes chômeurs malgaches

**Le rapport des jeunes au pouvoir[[38]](#footnote-38)**

Les élites politiques, économiques, administratives et issues de la société civile sont majoritairement représentées par la tranche d’âge des 45-60 ans. Dans la sphère politique ils sont 50,9 % issus de cette catégorie d’âge contre 18,8 % pour les 25-44 ans. Ces taux sont respectivement de 52,7 % contre 33,9 % dans la sphère économique ; 55,2 % contre 24,6% dans l’administration alors que l’écart se réduit dans les autres sphères de pouvoir.

La question éducative est centrale dans le rapport au pouvoir, les individus disposant de 5 années d’études ou plus dominant le spectre politique (49,6% contre 4 % pour ceux n’ayant qu’un niveau secondaire). Côté genre, 79,5 % des postes de pouvoir sont occupés par des hommes contre 20,5 % par des femmes.

L’âge, l’accès aux sources de financement nécessaires, l’orientation religieuse et l’appartenance à une ethnie particulière conditionnent l’accès au pouvoir à Madagascar. Les élites se caractérisent par une vie fortement socialisée et par une très forte participation à la vie associative. Ainsi, alors que seulement 20 % environ de l’ensemble de la population se déclare membre d’une association, le taux dépasse 80 % chez les élites. La stratégie d’inscription dans le milieu associatif, et ainsi de constitution de réseau, varie selon le genre. Les femmes de l’élite sont relativement plus présentes dans les associations de service (22 % contre 18 % des hommes) et moins souvent dans les associations d’ « originaires » (liés à l’origine géographique ou ethnique) (39 % contre 48 %), alors que les réseaux « d’originaires » dominent les structures de pouvoir.

### Haïti

#### Présentation

Haïti est identifié comme le pays le plus pauvre du continent américain avec un PIB par habitant de 1784 USD en 2016. Il est l’un des plus inégalitaires du monde avec un coefficient de Gini de 0,68 (2012). La population a subi une succession de catastrophes naturelles dévastatrices, notamment le tremblement de terre du 2 janvier 2010 et le cyclone Mathieu du 4 octobre 2016 dont le bilan est de 200 000 morts recensés, près d’un million de déplacés, et des dommages estimés à 120 % du PIB pour le tremblement de terre (Banque mondiale, 2016) et 32 % du PIB pour le cyclone (PNUD, 2017).

Les conséquences sur les conditions de vie et le fonctionnement du marché du travail se traduisent par une précarisation accrue de la jeunesse et l’appauvrissement des ménages, ce qui nécessite la mise en œuvre de stratégies de compensation, au détriment de l’investissement des jeunes dans leur scolarité.

A la recherche d’opportunités scolaires et d’emploi à l’étranger, 1,2 millions d’émigrants haïtiens étaient comptabilisés par l’ONU en 2015, la diaspora représentant un dixième du pays et un quart de la richesse nationale (Banque mondiale, 2017). Les retombées économiques pour les ménages haïtiens pauvres des travailleurs émigrés sont largement supérieures à celles des politiques mises en œuvre pour lutter contre la pauvreté, notamment dans le cadre de l’aide au développement ou des actions caritatives internationales[[39]](#footnote-39).

Les difficultés économiques du pays se traduisent par la faiblesse de l’enseignement public et une qualité d’enseignement très hétérogène, le respect des règlementations gouvernementales n’étant que très peu contrôlé.

**Caractéristiques urbaines[[40]](#footnote-40)**

* la plupart des urbains résident dans des foyers de haute densité
* l’urbanisation s’inscrit dans un contexte d’exposition forte aux catastrophes naturelles. Le cout des catastrophes naturelles est estimé à 2 % du PIB annuel. Entre 2000 et 2015, la superficie bâtie soumise au risque d’inondation est passé de 122 km à 211 km ce qui représente 58 % de la superficie bâtie. Depuis 1994, près de la moitié des 113 glissements de terrains a frappé des zones densément peuplées ou à densité intermédiaire, augmentant le risque pour les populations fragilisées
* l’opacité du système de propriété foncière constitue une difficulté majeure pour l’investissement en zones urbaines
* 73,4 % des Haïtiens ne recourent pas à l’utilisation de transports motorisés pour se déplacer, ce qui influe sur le volume d’opportunités économiques qui diminuent drastiquement pour les personnes ayant des difficultés à se déplacer
* le financement des communes dépend largement des dotations de l’Etat, notamment en raison de la difficulté des communes à lever des recettes fiscales. Le manque de transparence en matière de dépenses communales exacerbe les contraintes financières
* l’insécurité tend à croître en zones urbaines, notamment dans les deux principales villes du pays, Port-au-Prince et Cap-Haïtien, où les armes à feu circulent en abondance (France Diplomatie).

#### Situation des jeunes et principales problématiques

**Le système éducatif**

Le système éducatif formel est composé de quatre niveaux. Le préscolaire, jusqu’à 5 ans n’est pas obligatoire, l’éducation de base jusqu’à 11 ans, l’enseignement secondaire jusqu’à 17 ans puis enfin l’enseignement supérieur.

Seul l’enseignement primaire est rendu obligatoire pour les enfants de 6 à 11 ans dans le pays. Le taux de fréquentation dans le primaire est de 8 jeunes sur 10, la transition vers le secondaire faisant passer cette proportion à un quart des jeunes de 12 à 17 ans[[41]](#footnote-41). L’enseignement supérieur est fréquenté par 7 % des 20 à 24 % et par 12 % des 25 à 29 ans.

Les défis majeurs de l’éducation des jeunes sont :

* le manque de ressources allouées aux établissements publics. Seulement 16 % des établissements primaires et 5 % des établissement secondaires sont publics d’après le recensement scolaire de 2014. Le coût de l’éducation est principalement supporté par les ménages, dont les dépenses couvrent 64% du coût total. 3,5 % du PIB haïtien est réservé aux dépenses publiques d’éducation selon la Banque mondiale en 2015. La non-fréquentation scolaire est significativement impactée par le revenu du foyer. Elle est deux fois plus élevée chez les 6-19 ans appartenant au quintile le plus pauvre (14 %) que pour ceux appartenant au quintile le plus riche (8 %) (Herrera et al., 2014)[[42]](#footnote-42)
* l’éducation privée, souvent confessionnelle et majoritaire dans le pays, ne garantit pas des formations de qualité, les normes d’accréditation gouvernementales étant souvent ignorées
* le retard à l’entrée à l’école primaire, les redoublements et le décrochage scolaire (1 écolier sur 10) sont fréquents. Les résultats scolaires reflètent ces difficultés, le taux de réussite au baccalauréat n’ayant été que de 30 % en 2017 (Ministère de l’Education Nationale et la Formation Professionnelle)
* 10 % des Haïtiennes de 15 à 19 ans ont au moins un enfant ou sont enceintes de leur premier (EMMUS, 2017)[[43]](#footnote-43), impactant de facto leur disponibilité pour suivre des enseignements et leur niveau d’instruction
* les catastrophes naturelles endurées par le pays (tremblement de terre de janvier 2010, cyclone d’octobre 2016) ont fortement impacté les infrastructures éducatives, engendrés de nombreuses victimes et concourus à des déplacements de population préjudiciables à l’accès aux services d’éducation.

**Le marché du travail**

Le cadre de l’emploi haïtien se caractérise par le poids écrasant du secteur informel, soit 94 % des emplois (Herrera et al., 2014) et le secteur agricole.

Le chômage au sens du BIT touche en moyenne 14 % des plus de 10 ans, et lorsqu’il est élargi à ceux ayant renoncé à chercher un travail, ce taux passe à 3 haïtiens sur 10, soit 35 % chez les 10-24 ans contre 29 % pour les 25-54 ans, et 40 % pour les urbains[[44]](#footnote-44).

Le taux de chômage reste cependant un indicateur sensible à manipuler dès lors que les mécanismes d’assurance chômage sont inexistants. La baisse du taux chômage, ou l’augmentation exceptionnelle du taux d’activité global peut refléter un appauvrissement de la population, qui est contrainte de faire travailler les membres considérés comme « secondaires » au sein du ménage pour bénéficier de compléments de revenus perdus.

En 2015, le ministère des Affaires sociales et du Travail a par exemple identifié 207 000 jeunes âgés de moins de 15 ans, séparés de leurs parents biologiques (les « restaveks »), travaillant auprès de familles relativement plus aisées dans la réalisation de tâches domestiques. Ces enfants, confiés à des familles d’accueil sensées leur offrir de meilleures opportunités en matière d’éducation sont finalement contraints de travailler plus de 14 heures par jour et même la nuit pour 24 % d’entre eux.

**Une progression du nombre de jeunes travaillant et étudiant à la fois**

Selon Novella et Zanuso (2018)[[45]](#footnote-45) à partir des données de l’ECVMAS (2012)[[46]](#footnote-46), parmi les jeunes de 10 à 17 ans, 71 % étudient seulement, 4 % travaillent seulement, 19 % étudient et travaillent et 7 % ne font ni l’un ni l’autre. Dans une étude menée en 2014, Zanuso[[47]](#footnote-47) et al évoquent entre 2007 et 2012 (soit avant et après le tremblement de terre) une baisse de 68,8 % à 55,4 % des jeunes de 10 à 24 ans seulement en études (la relation entre cette proportion et l’âge diminue à mesure que l’âge augmente). La moyenne nationale de jeunes étudiant et travaillant à la fois a augmenté de manière spectaculaire, passant de 4,8 % à 16,4 %. La moyenne nationale a également augmenté de 7,2 % à 11,8 % pour les jeunes seulement en emploi. Elle a en revanche diminuée de 19,1 % à 16,4 % pour les jeunes ni en emploi ni à l’école. La vulnérabilité des ménages suivant le tremblement de terre a augmenté la probabilité desjeunes à seulement travailler plutôt que de seulement étudier et augmente la probabilité de combiner les deux.

**Un rapport structurellement conflictuel aux instances de pouvoir et une importance grandissante des réseaux sociaux**

Les Haïtiens témoignent d’un profond sentiment de malaise à l’égard du politique et de l’organisation administrative de la société, constat d’autant plus marqué chez les jeunes. Ce ressenti se traduit par un « désenchantement démocratique » fort, caractérisé dans sa forme passive par des taux d’abstention élevés à l’occasion des élections, le rejet des partis politiques et de l’action syndicale, mais également par des soulèvements populaires violents lors de la mise en place de mesures d’austérité.

Lunde et Luzincourt (2010) soulèvent une vision profondément négative de la politique dans l’inconscient collectif haïtien, le jeu politique, au rythme des affaires de détournement de fonds publics et de pratiques affairistes, étant perçu par la jeunesse comme à somme nulle. Les politiciens sont considérés comme des « grands mangeurs » qui s’attaquent aux ressources publiques à des fins personnelles et nullement comme de véritables initiateurs de processus de développement durable.

La politique haïtienne récente est caractérisée par une instabilité chronique, marquée par une succession d’insurrections armées. Ainsi, depuis août 2018, on assiste à des rébellions populaires générées par une affaire de corruption et de détournement d’argent public qui implique l’alliance pétrolière PetroCaribe et le gouvernement. Ce scandale intervient dans une période de politique de compensation des prix des produits de base, dont le pétrole, en accord avec les recommandations du Fonds Monétaire International, au détriment des populations.

Un mouvement de jeunes baptisé « petro challengers », a alimenté l’embrasement contestataire dès ses débuts via la publication de flux (publications, billets d’humeur, témoignages, hashtags) sur les réseaux sociaux visant « la destitution du président Jovenel Moïse, un procès contre PetroCaribe, la refonte de la constitution haïtienne et le changement du système ».

Les réseaux sociaux sont une caisse de résonnance des revendications de la jeunesse haïtienne locale et expatriée. Cette mobilisation virtuelle se traduit en rassemblements de rue et forts échos sur les réseaux sociaux. Elle peine toutefois à trouver un ancrage politique fort, par la diversité des sensibilités qui la compose, la tentative de récupération de la lutte contre la corruption par l’opposition politique et par son caractère fluctuant, au gré de l’actualité. La jeunesse se détourne des canaux traditionnels de diffusion de l’information. Elle se heurte, comme dans de nombreux pays aux problèmes de structuration des mouvements populaires, tout particulièrement dans un contexte où elle manque de représentativité, faute de disposer de relais institutionnels.

La jeunesse haïtienne commence toutefois à bénéficier de la représentativité offerte par de jeunes leader portés par les enjeux sociaux du pays, à l’image du jeune docteur Valéry Moïse, élevé au rang de modèle dans un discours de Barack Obama au sein du Young Leaders of the Americas Initiative (programme financé par le Bureau des affaires éducatives et culturelles du Département d'État américain, visant à révéler et former des jeunes leaders sud-américains et caribéens).

**Programmes en faveur de la jeunesse**

Le plan décennal 2017-2027 du Ministère de l’Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MNEFP) cible trois axes stratégiques prioritaires en matière de politique ‘éducation et de formation :

* accès dans l’équité
* qualité dans l’équité
* gouvernance

**Concernant l’accès dans l’équité :**

Le plan précise que l’offre scolaire sera réorganisée de sorte à limiter le nombre de kilomètres parcourus pour les élèves des classes fondamentales (de 4 à 14 ans) et les élèves du collège et du lycée (15 à 18 ans). Le maintien en place des directeurs d’écoles publiques et les financements alloués aux établissements privés sont conditionnés au respect de la nouvelle carte scolaire visant à limiter à 30 min le trajet à pied d’un élève de son domicile à l’établissement. L’offre de l’enseignement secondaire développera sur la période des formations économiquement porteuses en lien avec les NTIC (téléphonie mobile et internet), le BTP et la filière béton, la chaîne du froid et la climatisation, l’eau, la santé, le traitement des ordures ménagères, la filière mangue, l’hôtellerie, la restauration, la sécurité, le textile et la mécanique automobile.Des efforts importants seront entrepris pour inciter les finissants du secondaire notamment les filles et membres de communautés marginalisées à s’orienter vers des filières scientifiques au niveau des établissements d’enseignement supérieur et des universités, tant publiques que privées, reconnues par l’État.

**Concernant la qualité dans l’équité**

Les autorités poursuivront leurs efforts de certification et de formation des enseignants des établissements publics et privés. La gratuité et l’obligation de scolarisation seront inscrites dans la constitution, interdisant l’abandon scolaire des 4-14 ans ainsi que le redoublement au préscolaire et au 1er cycle fondamental. Les acquis des élèves en mathématiques et en lecture seront systématiquement évalués de sorte à contrôler et renforcer continuellement le processus enseignement/apprentissage.

**Concernant la gouvernance**

Le Ministère de l’Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle sera évalué par rapport à la mission qui lui est assignée et aussi par rapport aux exigences induites par le Plan Décennal 2017-2027. Selon les résultats des diagnostics, de nouvelles lois et amendements seront élaborées pour réaliser les objectifs initialement instaurés. Les composantes du Ministère de l’Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle seront régulièrement auditées afin de garantir la bonne gestion des ressources allouées.

Les axes stratégiques suivis par les organisations internationales visent quant à elles à **garantir l’accès universel et gratuit à une éducation de base, améliorer la qualité de l’éducation dispensée et développer la formation professionnelle.**

Le projet **Education pour tous** dispense depuis 2007, avec l’appui de la Banque mondiale et de la Banque Interaméricaine de Développement, les élèves d’écoles non-publiques accréditées des zones défavorisées du paiement des frais de scolarité (482 000 jeunes en 2018).

**Parallèlement, le financement de l’AFD** a pour objectif d’accompagner l’Institut national de formation professionnel (INFP) dans la modernisation de son offre de formation afin de répondre aux besoins en compétences des opérateurs économiques et de l’économie haïtienne et de permettre l’insertion socioprofessionnelle des jeunes Haïtiens. Le projet se concentre sur le centre pilote de l’INFP créé en 1973, situé en proximité du parc industriel de Port-au-Prince.

## Annexe 2. Données statistiques

**Afrique de l’Ouest**

Calculs prévisionnels de l’IRD[[48]](#footnote-48) concernant les arrivées sur le marché de l’emploi entre 2010 et 2030 en Afrique de l’Ouest

|  |
| --- |
| **Nombre d'arrivées annuelles sur le marché de l'emploi 2010-2030 (estimation)** |
| **Pays** | Effectifs en milliers | Evolution |
|  | 2010 | 2030 | de 2010 à 2030 |
| **Sénégal** | 269 | 411 | 52 % |
| **Tchad** | 228 | 391 | 72 % |
| **Niger** | 285 | 670 | 135 % |
| **Mali** | 278 | 434 | 56 % |
| **Burkina Faso** | 319 | 614 | 92 % |
| **Mauritanie** | 67,6 | 94 | 40 % |

(Source : estimation IRD)[[49]](#footnote-49)

**Madagascar**

Niveau de scolarisation des jeunes malagasy de 15 à 29 ans en milieu urbain

|  |
| --- |
| **Répartition en % des jeunes selon le niveau d’études et par sexe en milieu urbain** |
|  | Hommes | Femmes | Total |
| **Inférieur au primaire** | 12,1 | 13,9 | 13 |
| **Primaire** | 42,9 | 38,1 | 40,3 |
| **Secondaire technique** | 2,7 | 0,1 | 1,4 |
| **Secondaire général** | 36,7 | 41,5 | 39,2 |
| **Professionnel** | 0,3 | 0,5 | 0,4 |
| **Supérieur** | 5,4 | 5,9 | 5,7 |
| **Total** | 100 | 100 | 100 |

(Source: ETVA–2015 MADAGASCAR, INSTAT/DSM)

Critères d’exclusion ou obstacles à l’insertion sur le marché du travail exprimés par la jeunesse malgache

|  |
| --- |
| **Répartition en % des jeunes chômeurs selon leur opinion des principaux obstacles à la recherche d’emploi** |
| **Critères d’études trop élevés** | 14,6 |
| **Pas assez d’expérience professionnelle** | 24,9 |
| **Pas assez d’emplois disponibles** | 36 |
| **Jugé trop jeune** | 1,3 |
| **Discrimination homme-femme** | 0,7 |
| **Autres préjugés discriminatoires** | 0,4 |
| **Bas salaires dans les emplois disponibles** | 2,1 |
| **Ne pas savoir où ni comment chercher du travail** | 6,3 |

(Source: ETVA–2016 MADAGASCAR, INSTAT/DSM [[50]](#footnote-50))

## Annexe 3. Bibliographie Indicative

1. AFD. (2016). *Jeunesses Sahéliennes : dynamiques d'exclusion, moyens d'insertion.*
2. AFD. (2016). *Les dispositifs d’appui à l’insertion des jeunes sur le marché du travail en Afrique.*
3. AFD. (2018). *Aspirations, attentes et réalités de la jeunesse dans un Etat fragile : le cas haïtien.*
4. AFD. (2020). *https://www.afd.fr/fr/page-region-pays/haiti*.
5. AFD. (2020). *https://www.afd.fr/fr/page-region-pays/madagascar*.
6. AFD, I. (2017). *L'énigme et le paradoxe, édonomie politique de Madagascar.*
7. Banque mondiale. (s.d.). *http://documents.worldbank.org/curated/en/791721516635425309/pdf/122880-V1-WP-P156561-FRENCH-OUO-9-FINAL-FRENCH.pdf*.
8. Banque mondiale. (s.d.). *Les villes haïtiennes : des actions pour aujoud'hui avec un regard sur demain.*
9. Burkina-Faso. (2013). *Politique Sectorielle de l’Education 2014 - 2023.*
10. Julie Sasia (Gret), C. P. (2019). Jeunes acteurs et actrices du changement. *Traverses*.
11. Ministère de l’Economie et des Finances du Togo; Ministère de la Planification, du Développement et de l’Aménagement du Territoire du Togo; UNICEF. (s.d.). *Plan Sectoriel de l’Education 2014 - 2025.*
12. Ministère de la Femme, de l'Enfant et de l’Entrepreneuriat Féminin; Ministère de l'Education Nationale; Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la recherche; Ministère de la formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat. (2013). *Programme d’Amélioration de la Qualité, de l’Equité et de la transparence (PAQUET) - Secteur Education, Formation 2013 -2025.*
13. Ministère de l'économie et du plan. (2016). *Enquête sur la transition des jeunes vers la vie active ETVA Madagascar.*
14. Ministère de l'éducation nationale de Guinée-Bissau. (2017). *Programme Sectoriel de l’Education de la Guinée Bissau 2017 - 2025.*
15. Ministère de l'éducation nationale du Madagascar. (2017). *Plan Sectoriel de l'Education 2018-2022.*
16. Ministère de l'éducation nationale, de la formation professionnelle et technique de la Côte d'Ivoire. (2017). *Plan Sectoriel Education/Formation 2016 - 2025.*
17. Ministère des enseignements maternel et primaire du Bénin. (2018). *Plan Sectoriel de l’Education post 2015.*
18. Ministry of Basic and Secondary Education of Gambia & Ministry of Higher Education, Research, Science and Technology of Gambia. (2013). *Education Sector Strategy Plan 2014-2022.*
19. Ministry of Education of Ghana. (2019). *Education Strategic Plan 2018 - 2030.*
20. Ministry of Education of Liberia. (2016). *Getting to Best Education Sector Plan 2017 - 2021.*
21. Ministry of Education, Science and Technology of Sierra Leone. (s.d.). *Education Sector Plan 2018 - 2020.*
22. Partenariat Mondial pour l'Education. (s.d.). *https://www.globalpartnership.org/fr/where-we-work/guinea*.
23. République du Niger. (2013). *Programme Sectoriel de l’Education et de la Formation 2014 - 2024.*
24. République Islamique de Mauritanie. (2011). *Programme national de Développement du Secteur Educatif 2011 - 2020.*
25. UNESCO. (2018). *https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000367169* .
26. Modèle de note projet

**Facilité d’innovation sectorielle – ONG**

**Appel à propositions**

**Thème :**

**Nom du demandeur :**

**Signature par une personne habilitée à solliciter des cofinancements pour l’ONG :**

**Liste détaillée des documents à fournir impérativement pour que la proposition soit éligible :**

|  |  |
| --- | --- |
| Eléments à fournir | Vérification |
| **NOTE PROJET** |
| Document unique de note-projet rédigée scrupuleusement selon le modèle infra en version électronique (format pdf) |  |
| Page de garde de la note-projet signée par une personne habilitée à demander des cofinancements pour l’ONG  |  |
| Budget intégré à la note-projet et signé par une personne habilitée à demander des cofinancements pour l’ONG |  |
| Fiche de renseignements relatifs au demandeur complétée et insérée à la note-projet |  |
| Fiche(s) de renseignements relatifs au(x) partenaires du projet complétée(s) et insérée(s) à la note-projet |  |
| **DOSSIER ADMINISTRATIF** |
| Dossier administratif de l’ONG soumettant la demande de financement, fourni en version électronique |  |
| 1. Copie des statuts certifiés conformes à l’original |  |
| 2. Copie de la déclaration d’enregistrement en préfecture et copie de la publication au Journal Officiel [ou équivalent selon la législation en vigueur dans le pays d’implantation de l’ONG] |  |
| 3. Liste datée des membres du CA, du bureau et des principaux dirigeants et leurs coordonnées, sur laquelle figure la date des dernières élections  |  |
| 4. Organigramme daté et signé par le dirigeant ; |  |
| 5. Dernier compte-rendu d’Assemblée Générale ou au minimum l’ordre du jour de la dernière assemblée générale et les principales résolutions, ainsi que toute pièce démontrant les activités engagées et réalisées et la vie associative avérée |  |
| 6. Bilans etComptes d’exploitation des trois derniers exercices (avec les annexes et notes explicatives), validés par l’AG, faisant ressortir l’origine (publique ou privée) des ressources financières. Ces informations devront être ensuite actualisées chaque année. Lors d’une demande l’année suivante, envoyer les documents comptables de l’année précédente :* intégralité des documents comptables (pour les ONG ayant moins de 153 000 € de financements publics)
* intégralité des documents comptables certifiés ou audités (pour les ONG ayant plus de 153 000 € de financements publics
 |  |
| 7.Budget prévisionnel pour l’exercice en cours et faisant apparaitre la liste des financements publics approuvés par l’organe chargé d’arrêter et d’approuver les comptes de l’ONG (en indiquant si possibles s’ils sont acquis, sollicités ou à solliciter)  |  |
| 8. Liste des financeurs privés contribuant à plus de 15% du dernier budget annuel validé de l’ONG et la composition de leur Conseil d’administration.  |  |
| 1. En cas de soumission en consortium, projet d’accord de consortium à signer entre les partenaires.
 |  |

**1. Données concernant l’ONG et le projet**

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre de l’appel à propositions**  |  |
| Demandeur |  |
| Acronyme |  |
| Nationalité |  |
| Statut juridique |  |
| Adresse |  |
| N° de téléphone |  |
| Numéro de fax |  |
| Adresse électronique de l’organisation |  |
| Site internet de l’organisation |  |
| Contact –projet |  |
| Adresse électronique contact-projet |  |
| Titre du projet |  |
| Partenaires locaux |  |
| Lieux (pays, région(s), ville(s)) |  |
| Coût total de l’action |  |
| Contribution demandée à l’AFD |  |
| Contribution autres partenaires éventuels |  |
| Durée de l’action |  |

**2. Note de présentation du projet**

**2.1 Brève description du projet proposé (1 page)**

1. **L’innovation** : quelle innovation est au cœur du projet ?
2. **Géographie et contexte** de mise en œuvre du projet
3. **Objectif général** du projet
4. **Partenaires** et bénéficiaires
5. **Résultats** attendus – **impact** du projet
6. Principaux éléments du **budget** proposé

**2.2 Cadrage de la démarche d’innovation (2 pages)**

1. **A quels besoins / problématique l’innovation entend répondre ?**

On précisera en quoi l’innovation proposée répond à des besoins présents et futurs

1. **Etat des lieux de l’existant dans le domaine et justification du caractère innovant**

On établira un rapide état des lieux de l’existant, dans le champ d’innovation que le projet entend explorer et, sur cette base, on justifiera le caractère innovant de la proposition

1. **Présentation d’éléments d’évaluation ex-ante de l’innovation**

On précisera en quoi l’innovation est une réponse pertinente aux besoins mentionnés, puis en quoi c’est une réponse que l’on peut penser efficace, efficiente, acceptable et maîtrisable à termes par les parties concernées, cohérente avec le contexte social, économique, environnemental et culturel. On mentionnera ses impacts possibles.

1. **Description du processus d’innovation et positionnement du projet**

On situera le projet dans un processus d’innovation pouvant comporter des étapes telles que la problématisation (définition précise du problème auquel on entend apporter une réponse innovante) ; la conception ou l’identification d’innovations ; la mise en réseau d’acteurs, compétences et organisations qui porteront l’innovation ; l’expérimentation à petite échelle ; l’évaluation et la validation de l’innovation ; la capitalisation et la diffusion de l’innovation ; l’expérimentation d’un passage à l’échelle… On précisera quelle(s) étape(s) du processus d’innovation est(sont) concernée(s) par le projet, ce qui a été fait en amont et ce qui est envisagé en aval du projet FISONG.

1. **Présentation des partenariats envisagés autour de l’innovation**

On présentera à la fois les partenaires engagés dans le processus d’innovation et le projet (bénéficiaires directs, organisations de base, entreprises, ONG, recherche, partenaires publics…) et la façon dont on entend consolider ces partenariats (rôle de chacun, instances de dialogue, élargissements envisagés, etc…)

1. **Propositions relatives à l’évaluation et à la capitalisation**

On présentera ce qui est envisagé pour évaluer de façon précise les résultats des expérimentations envisagées, puis ce qui est envisagé en termes de capitalisation et de diffusion (comment, à destination de qui ?)

1. **Lien avec les politiques publiques**

On présentera en quoi le projet pourrait alimenter une réflexion sur les politiques publiques en place, voire les inspirer et ce qui a éventuellement été prévu pour cela.

**2.3 Le projet : pertinence, objectifs, dispositif, méthodologie, interventions, risques, prise en compte du genre (3 pages)**

1. **Description de la pertinence de la proposition au regard de la situation locale.**

On répondra notamment à la question : en quoi est-il pertinent de conduire ce processus d’innovation à cet endroit, avec ces acteurs locaux ?

1. **Résultats attendus localement, impacts possibles**

On présentera les résultats attendus pour les bénéficiaires directs, ainsi que les impacts potentiels pour la zone d’intervention

1. **Schéma organisationnel**

On répondra notamment aux questions : avec qui le projet sera-t-il mis en œuvre ? Qui sont les partenaires du projet ? Quelles instances et mécanismes seront mis en place pour le pilotage du projet et la gestion des relations avec les partenaires ?

1. **Mode opératoire du projet**

On décrira la méthodologie générale envisagée ainsi que les modes opératoires relatifs à des actions particulièrement déterminantes pour le succès du projet

1. **Description des principales interventions**

Le projet sera décliné en interventions à envisager simultanément ou dans l’ordre dans lequel elles seront présentées.

1. **Coûts de mise en œuvre**

Elaborer un budget TTC d’une page faisant clairement apparaître chaque composante du projet et les différents financements. Les dépenses les plus conséquentes pourront être l’objet d’explications succinctes. L’ONG pourra utiliser le modèle de plan de financement mis à disposition pour le cofinancement des initiatives ONG :

1. **Risques probables et moyens prévus pour y faire face**

On exposera les risques contextuels à envisager, ainsi que les risques spécifiquement liés au caractère innovant du projet, puis les mesures envisagées pour y faire face.

1. **Genre**

Préciser en quoi l’innovation peut avoir des effets positifs sur le genre (contribuer à la réduction des inégalités de droits entre les femmes et les hommes, à l’élimination des discriminations et des violences à l’égard des filles/femmes, à une justice sociale favorable à l’égalité femmes-hommes) et comment ils garantissent l’absence de possibles effets négatifs.

**2.4 Capacité de mise en œuvre du projet, expertise (1 page)**

1. **Capacité de mise en œuvre du projet (organisation et partenaires)**
2. **Expertise mobilisée**
3. **Capacité de l’ONG à conduire un processus d’innovation**

Outre ses capacités, l’ONG évoquera l’expérience dont elle dispose en la matière et les outils dont elle dispose (par exemple en termes de capitalisation et de diffusion). Les ONG qui ne disposeraient pas de telles capacités expliqueront ce qu’elles envisagent de faire pour les acquérir.

1. **Capacités à conduire un dialogue sectoriel avec l’AFD**

L’ONG présentera les compétences sectorielles dont elle dispose et qu’elle compte mobiliser pour un dialogue étroit avec les responsables sectoriels de l’AFD, en particulier au siège de l’AFD

**3.** **Fiches de renseignements**

* + **Fiche de renseignements relative au demandeur**

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom complet de l’organisme :** |  |
| **Acronyme :** |  |
| **Adresse postale :**(à laquelle toutes les correspondances concernant ce projet devront être envoyées) |  |
| **Lieu d'implantation du siège social** : (si différent de l'adresse postale) |  |
| **Téléphone :** |  |
| **Fax :** |  |
| **Adresse électronique :** |  |
| **Site internet :** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Objet de l’association :** |  |
| **Zone(s) d’intervention :** |  |
| **Secteur(s) d’intervention :** |  |
| **Existence d’un document stratégique validé en AG[[51]](#footnote-51):** |  |
| **Principaux financements et partenariats noués entre l’ONG et l’AFD au cours des 3 dernières années.** (préciser l’objet, le montant du financement et le service de l’AFD concerné) |  |
| **Principaux financements et partenariats noués entre l’ONG et le Ministère des Affaires Etrangères français au cours des 3 dernières années.** (préciser l’objet, le montant du financement et le service du MAE concerné) |  |
| **Appartenance à des collectifs, réseaux, plates-formes :** |  |
| **Principales publications de l’ONG :** |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Personne(s) de contact pour ce projet** | **Nom** | **Téléphone** | **Adresse électronique** |
| Référent technique : |  |  |  |
| Référent financier : |  |  |  |
| Référent administratif : |  |  |  |
| **Nom et prénom du directeur exécutif :** |  |
| **Nom, prénom et qualité de la personne responsable du présent dossier de demande de cofinancement[[52]](#footnote-52) :** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Date de création :** |  |
| **Statut Juridique :** |  |
| **Les références de la déclaration à la Préfecture :** |
| N° |  | Date |  | Département |  |
| **La date de publication au Journal officiel :** |  |
| **Le cas échéant, la date de reconnaissance d'utilité publique :** |  |
| **Le cas échéant, la date d'agrément par un ministère, lequel** **:** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom et prénom du président :** |  |
| **Nom et prénom du secrétaire général :** |  |
| **Nom et prénom du trésorier :** |  |
| **Nombre de membres composant le Conseil d’Administration[[53]](#footnote-53) :** |  |
| **Compte-t-on parmi ses membres un agent de l’Agence Française de Développement ? :**si oui, indiquez son nom et sa fonction  |  |
| **Compte-t-on parmi ses membres une personne politiquement exposée[[54]](#footnote-54) ? :**si oui, indiquez son nom et sa fonction  |  |
| **Date de l’Assemblée générale au cours de laquelle ont été élus les membres du CA et du bureau actuels :** |  |
| **Date d’échéance des mandats de ces membres :** |  |
| **Date prévisionnelle de la prochaine assemblée générale :** |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **20..** | **20..** | **20..** |
| **Nombre de membres** |  |  |  |
| **Nombre de cotisants** |  |  |  |
| **Montant des cotisations** |  |  |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Effectifs au siège de l’ONG :** | Total (ETP[[55]](#footnote-55)) | Temps plein | Temps partiel |
| Salarié (s) |  |  |  |
| Bénévole(s) |  |  |  |
| Total |  |  |  |
| **Effectifs à l’étranger :** | Total (ETP) | Temps plein | Temps partiel |
| Salarié (s) expatrié(s) |  |  |  |
| Salarié (s) local(aux) |  |  |  |
| Volontaire(s) |  |  |  |
| Bénévole(s) |  |  |  |
| Total |  |  |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Rubriques budgétaires par pôle de dépenses** | **Montants totaux des fonds alloués au cours des trois dernières années** |
| **Année 20..** | **%** | **Année 20..** | **%** | **Année 20..** | **%** | **Total** | **%** |
| **Fonctionnement de l'association** |
| Frais de personnel (salariés siège et terrain [expatriés et locaux]) |   |  |   |  |   |  |   |  |
| Charges locatives |   |  |   |  |   |  |   |  |
| Frais financiers, impôts et taxes  |   |  |   |  |   |  |   |  |
| Frais de communication et de collecte de fonds |   |  |   |  |   |  |   |  |
| Sous-total |   |  |   |  |   |  |   |  |
| **Interventions[[56]](#footnote-56)** |
| Actions de solidarité internationale |   |  |   |  |   |  |   |  |
| Sensibilisation/éducation au développement  |   |  |   |  |   |  |   |  |
| Aide alimentaire  |   |  |   |  |   |  |   |  |
| Aide d'urgence  |   |  |   |  |   |  |   |  |
| Envoi de volontaires (pour les ONG d’envoi de volontaires) |   |  |   |  |   |  |   |  |
| Action en faveur des réfugiés  |   |  |   |  |   |  |   |  |
| Missions  |   |  |   |  |   |  |   |  |
| Autres |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Sous-total |   |  |   |  |   |  |   |  |
| **TOTAL** |  |  |  |  |  |  |  |  |

**Montant des ressources financières globales des trois dernières années**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Année** | **Chiffre d’affaires de l’ONG** | **Dont fonds publics[[57]](#footnote-57)** | **% du CA total** | **Dont fonds privés** | **% du CA total** |
| **20..** |  | **Montant total :** |  |  | **Montant total :** |  |  |
| Dont AFD : |  |  | Dont contributeur(s) à plus de 15% du budget total de l’ONG **[[58]](#footnote-58)**: |  |  |
| Dont autres ministères centraux : |  |  |
| **20..** |  | **Montant total :** |  |  | **Montant total :** |  |  |
| Dont AFD : |  |  | Dont contributeur(s) à plus de 15% du budget total de l’ONG : |  |  |
| Dont autres ministères centraux : |  |  |
| **20..** |  | **Montant total :** |  |  | **Montant total :** |  |  |
| Dont AFD : |  |  | Dont contributeur(s) à plus de 15% du budget total de l’ONG : |  |  |
| Dont autres ministères centraux : |  |  |

* + **Fiche de renseignements relative au(x) partenaire(s) du projet**

**L’ONG soumettant la demande de financement FISONG confirme que l’ensemble des partenaires impliqués dans cette proposition ont été consultés et ont donné leur accord pour leur participation.**

Préciser le nombre total de partenaires impliqués dans le projet.  :

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom complet de l’organisme :** |  |
| **Acronyme :** |  |
| **Adresse postale :** |  |
| **Lieu d'implantation du siège social** : (si différent de l'adresse postale) |  |
| **Téléphone :** |  |
| **Fax :** |  |
| **Adresse électronique :** |  |
| **Site internet :** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Personne(s) de contact pour ce projet :** |  |
| **Nom et prénom du directeur exécutif :** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Date de création :** |  |
| **Statut Juridique:**(Joindre au dossier technique le certificat d’enregistrement ou l’équivalent, si la structure est informelle le préciser ici.) |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom et prénom du président :** |  |
| **Nombre de membres composant le Conseil d’Administration :** |  |
| **Liste des membres du CA :** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Objet de l’association :** |  |
| **Principaux domaines d’intervention :** |  |
| **Ressources humaines de l’association :** |  |
| **Budget total annuel en euros :** |  |
| **Principaux donateurs :** |  |
| **Appartenance à des réseaux, des fédérations, collectifs, réseaux, etc. :** |  |
| **Historique et nature de la coopération avec le/les partenaire(s) :** liens institutionnels et contractuels |  |
| **Rôle et implication dans la préparation du projet proposé :** |  |
| **Rôle et implication dans la mise en œuvre du projet proposé :** |  |
| **Expérience d’actions similaires en fonction de son rôle dans la mise en œuvre de l’action proposée :** |  |

1. NB : les propositions jugées hors sujet par la Commission de sélection ne seront pas notées. [↑](#footnote-ref-1)
2. Agence française de Développement, *L’Agence française de Développement partenaire des organisations de la société civile – cadre d’intervention transversal 2018-2023*, 2018, 61p. [↑](#footnote-ref-2)
3. <https://www.banquemondiale.org/fr/country/madagascar/overview> [↑](#footnote-ref-3)
4. Le coefficient de Gini, ou indice de Gini, est une mesure statistique permettant de rendre compte de la répartition d'une variable (salaire, revenus, patrimoine) au sein d'une population. Autrement dit, il mesure le niveau d'inégalité de la répartition d'une variable dans la population. [↑](#footnote-ref-4)
5. Source : Institut de statistiques de l’UNESCO, Recueil mondial de données sur l’éducation 2011 http://www.uis.unesco.org/Education/Documents/ged-2011-fr.pdf.pdf [↑](#footnote-ref-5)
6. Typologie des trajectoires d’insertion sociale des jeunes après un placement à l’enfance dans le District de Bamako (Mali) [↑](#footnote-ref-6)
7. Les micro-entreprises en Afrique de l’Ouest ou le développement par la petite porte, Hammou HAÏDARA, Paris, L’Harmattan, Études Africaines, Série Économie 2015 [↑](#footnote-ref-7)
8. Diverses sources dont Enquête sur la Transition des Jeunes vers la Vie Active ETVA Madagascar de 2015 [↑](#footnote-ref-8)
9. Situation des MPME à Madagascar - Ministère de l’Industrie et du Développement du Secteur Privé - 2017 [↑](#footnote-ref-9)
10. Programme d’Appui à l’Emploi et à l’Intégration Régionale [↑](#footnote-ref-10)
11. Programme de soutien aux pôles de micro-entreprises rurales et aux économies régionales [↑](#footnote-ref-11)
12. Enquête Elimad 2012-2014 [↑](#footnote-ref-12)
13. Institut Haïtien de l’Enfance (IHE) & ICF. (2018). Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services (EMMUS-VI 2016-2017). Pétion-Ville, Haïti & Rockville, Maryland, USA : IHE & ICF. [↑](#footnote-ref-13)
14. Herrera et al., 2014 [↑](#footnote-ref-14)
15. <https://francais.doingbusiness.org/fr/data/exploreeconomies/haiti> [↑](#footnote-ref-15)
16. *A noter que dans le cas d’Haïti, une jeune fille sur quatre présente des symptômes dépressifs - Enquête Millennials 2018* [↑](#footnote-ref-16)
17. « La participation citoyenne dans le secteur de l’eau et l’assainissement », Coalition Eau, Octobre 2019 [↑](#footnote-ref-17)
18. ECOMOG – depuis 1990 [↑](#footnote-ref-18)
19. +8,9% depuis la période 1990-1995 à 57 sur la période 2015-2020 – in Trésor – Direction Générale – perspectives démographiques en Afrique de l’Ouest - 2019 [↑](#footnote-ref-19)
20. Brèves économique de l’Afrique de l’Ouest – DG Trésor 17/01/2020 [↑](#footnote-ref-20)
21. M. Ibn Chambas, Représentant Spécial et Chef du Bureau des Nations Unies pour l’Afrique de l’Ouest et le Sahel - 2019 [↑](#footnote-ref-21)
22. Prédicateurs fondamentalistes qui diffusent au sein de l’islam africain les pratiques rigoristes du wahhabisme et des mouvements radiaux qui associent lutte contre les chrétiens et l’occidentalisation, comme Boko Haram – in <https://notes-geopolitiques.com/afrique-et-religions/> 2016 [↑](#footnote-ref-22)
23. Source : FMI (2015) https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2002/03/pdf/mingat.pdf [↑](#footnote-ref-23)
24. Source : FMI (2015) https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2002/03/pdf/mingat.pdf [↑](#footnote-ref-24)
25. Source : Institut de statistiques de l’UNESCO, Recueil mondial de données sur l’éducation 2011 http://www.uis.unesco.org/Education/Documents/ged-2011-fr.pdf.pdf [↑](#footnote-ref-25)
26. PASEC (2014), Rapport d'évaluation diagnostic au Mali, 2011/2012, CONFEMEN [↑](#footnote-ref-26)
27. PASEC (2015), PASEC 2014, Performance des systèmes éducatifs en Afrique Subsaharienne francophone : Compétences et facteurs de réussite au primaire. CONFEMEN [↑](#footnote-ref-27)
28. Institut de Recherche pour le Développement [↑](#footnote-ref-28)
29. Darankoum, L.C. (2014). Emploi des jeunes au Burkina Faso : état des lieux et perspectives, Ministère de la Jeunesse, de l’Emploi et de la Formation du Burkina Faso [↑](#footnote-ref-29)
30. Beaujeu R., Kolie M., Sempere JF. et Uhder C. (2011). Transition démographique et emploi en Afrique subsaharienne, A savoir n°5. Paris : AFD. [↑](#footnote-ref-30)
31. Typologie des trajectoires d’insertion sociale des jeunes après un placement à l’enfance dans le District de Bamako (Mali) [↑](#footnote-ref-31)
32. Les études sur les parcours d’insertion de jeunes, réalisées par l’Office International du Travail (OIT) dans 8 pays africains, montrent en effet que les chances d’accéder à un emploi stable (d’une durée de plus de 12 mois) augmentent avec le niveau d’instruction des jeunes. Le revenu moyen des diplômés est supérieur à celui des non-diplômés (le revenu d’un diplômé de l’université est cinq fois plus élevé que celui d’un élève n’ayant pas terminé le cycle d’éducation primaire à Ouagadougou, 1,5 fois à Bamako et à Dakar). [↑](#footnote-ref-32)
33. Clara Arnaud pour AFD (2016). Jeunesses sahéliennes : dynamiques d’exclusion, moyens d’insertion [↑](#footnote-ref-33)
34. Jeunesses sahéliennes : dynamiques d’exclusion, moyens d’insertion, AFD, 2016 (p.76) [↑](#footnote-ref-34)
35. Olivier de Sardan, JP. (2015) *Le comportement des agents publics du Niger : un Etat des lieux*, rapport réalisé pour le Haut-Commissariat à la Modernisation de l’Etat, Niamey : LASDEL, [↑](#footnote-ref-35)
36. Diverses sources dont Enquête sur la Transition des Jeunes vers la Vie Active ETVA Madagascar de 2015 [↑](#footnote-ref-36)
37. ETVA–2015 MADAGASCAR, INSTAT/DSM [↑](#footnote-ref-37)
38. Enquête Elimad 2012-2014 [↑](#footnote-ref-38)
39. Clemens, M. A., & Postel, H. (2017). Temporary work visas as US-Haiti development cooperation: a preliminary impact evaluation. IZA Journal of Labor & Development, 6(1), 4. [↑](#footnote-ref-39)
40. Les villes haïtiennes : des actions pour aujourd’hui avec un regard sur demain – La revue de l’urbanisation d’Haïti – Sameh Wahba – Banque mondiale- 2018 [↑](#footnote-ref-40)
41. Cayemittes, M., Busangu, M. F., Bizimana, J., Barrère, B., Sévère, B., Cayemittes, V. & Charles, E. (2013). Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services, Haïti, 2012. Calverton, Maryland, USA : MSPP, IHE & ICF International. [↑](#footnote-ref-41)
42. Herrera, J., Lamaute-Brisson, N., Milbin, D., Roubaud, F., Saint-Macary, C., Torelli, C., & Zanuso, C. (2014). L'évolution des conditions de vie en Haïti entre 2007 et 2012 : la réplique sociale du séisme. IHSI. [↑](#footnote-ref-42)
43. Institut Haïtien de l’Enfance (IHE) & ICF. (2018). Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services (EMMUS-VI 2016-2017). Pétion-Ville, Haïti & Rockville, Maryland, USA : IHE & ICF. [↑](#footnote-ref-43)
44. Herrera et al., 2014 [↑](#footnote-ref-44)
45. Novella, R., & Zanuso, C. (2018). Reallocating children’s time: coping strategies after the 2010 Haiti earthquake. IZA Journal of Development and Migration, 8(1), 4 [↑](#footnote-ref-45)
46. L’échantillon d’analyse est restreint à 3.833 jeunes vivant dans le même ménage, et dans le même logement ou communauté en 2012 que lors du tremblement de terre en 2010. [↑](#footnote-ref-46)
47. Zanuso, C., Roubaud, F., & Torelli, C. (2014). Le marché du travail en Haïti après le séisme : quelle place pour les jeunes ? Autrepart, (3), 135-156 [↑](#footnote-ref-47)
48. Institut de Recherche pour le Développement [↑](#footnote-ref-48)
49. Source : Calculs IRD sur la base des données de l’ONU (2009), World Population Prospect : The 2008 Revision [↑](#footnote-ref-49)
50. ETVA–2016 MADAGASCAR, INSTAT/DSM [↑](#footnote-ref-50)
51. Joindre au dossier administratif le document stratégique de l’ONG, ce document est obligatoire pour présenter une demande de subvention dans le cadre d’une convention-programme. [↑](#footnote-ref-51)
52. Joindre au dossier administratif la liste des personnes habilitées à signer les conventions et tout autre document officiel pour l'association. [↑](#footnote-ref-52)
53. Joindre la liste détaillée au dossier administratif. [↑](#footnote-ref-53)
54. Une **personne politiquement exposée (PPE)** est une personne qui exerce ou a exercé d'importantes fonctions publiques dans un pays étranger ; par exemple, de chef d'État ou de gouvernement, de politiciens de haut rang, de hauts responsables au sein des pouvoirs publics, de magistrats ou militaires de haut rang, de dirigeants d'une entreprise publique ou de responsables de parti politique. Les relations d'affaires avec *les membres de la famille d'une PPE ou les personnes qui lui sont étroitement associées* présentent, sur le plan de la réputation, des risques similaires à ceux liés aux PPE elles-mêmes. Cette expression ne couvre pas les personnes de rang moyen ou inférieur relevant des catégories mentionnées ci-dessus. [↑](#footnote-ref-54)
55. Equivalent Temps Plein. [↑](#footnote-ref-55)
56. Activités de Solidarité internationale et Education au Développement. [↑](#footnote-ref-56)
57. Comptabiliser ici l’ensemble des fonds d’origine publique : subventions et prestations ; fonds publics d’origine locale, nationale, internationale, etc. [↑](#footnote-ref-57)
58. Veuillez lister ici l’ensemble des contributeurs privés apportant une contribution supérieure ou égale à 10% du budget total de l’ONG (en référence aux derniers comptes annuels validés en Assemblée Générale). S’il s’agit d’une personne morale, communiquer la liste des membres du Conseil d’Administration de cet organisme (nom, prénom, fonction et adresse) ou s’il s’agit d’une personne physique, communiquer son identité (nom, prénom, fonction et adresse) [↑](#footnote-ref-58)